

DÉBUT DES TRAVAUX DU 15 E SOMMET À JOHANNESBURG

# Le Brics, une alternative au monde unipolaire

*Les travaux du 15e sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont débuté hier mardi 22 août dans la ville sud-africaine de Johannesburg. Il s'agit de la plus grande rencontre de l'histoire des chefs d'État et de gouvernement du monde non occidental.*

P 3



15<sup>e</sup> SOMMET DES BRICS

**Affluence  
remarquable  
sur le stand algérien**



Le stand algérien organisé par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations en Afrique du Sud, dans le cadre du 15e Sommet des Brics, connaît une affluence remarquable des visiteurs, indique mardi un communiqué du ministère.

P 3

APRÈS LES DÉPENSES DE L'ÉTÉ

**Les Algériens à  
l'épreuve de la rentrée  
sociale locale**



Les vacances touchent à leur fin, et les Algériens vont devoir encore une fois mettre la main à leurs poches. Faut dire aussi, que depuis quelques mois, ce ne sont que dépenses sur dépenses. Après le Ramadhan, ce fut au tour de l'Aïd El Adha, avec son lot de hadjadj, et les cadeaux qui vont avec.

P 4

LE DÉVELOPPEMENT DES  
RELATIONS ÉCONOMIQUES  
ALGÉRO-IRANIENNES

**Un des objectifs de la  
visite de Boughali en Iran**

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a indiqué à Téhéran que sa visite en Iran visait notamment à contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays, indique mardi un communiqué de l'APN.

P 16

PÉTROLE

**Le Brent recule  
légèrement  
à 84,11 dollars**

P2

A JOHANNESBURG

**Le ministre des Finances  
rencontre la diaspora  
algérienne**

P3

L'IA VA-T-ELLE DÉTRUIRE  
PLUS D'EMPLOIS QU'EN CRÉER ?

**Pour l'Organisation  
internationale du travail,  
c'est l'inverse**

P11

CONTRIBUTION/ABDERHMANE  
HADEF, EXPERT EN ÉCONOMIE

«Rendre  
l'économie de  
l'Algérie meilleure  
et mondiale»

Intégrer AFCFTA et BRICS et la mise en œuvre d'une feuille de route doit faire l'objet d'une vision clairement affichée et doit être soutenue par des instruments performants (organisation et déploiement). Intégrer les BRICS est un objectif stratégique et non le but du parcours de développement algérien. C'est considéré comme un moyen de levier pour le projet de transformation économique du pays, qui devrait permettre à moyen terme d'émergence grâce à un modèle de croissance diversifié et durable.

Avec la revitalisation de l'accord d'association avec l'Union européenne, l'Algérie peut se positionner comme un acteur majeur sur la scène régionale.

Un changement de paradigme dans la vision de la coopération d'une approche basée sur l'image d'un pays riche en ressources vers une approche basée sur des éléments d'excellence et de compétitivité ( coût de l'énergie, population jeune et bien formée, position géographique stratégique etc. ). Aller de l'avant et accélérer l'amélioration du climat doing business, en particulier pour les environnements d'investissement et bancaire grâce à une modernisation de la gouvernance et à l'ouverture au free-market et à la nearchoring, faciliteront un décollage économique durable et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur. L'Algérie a l'intention de rejoindre le groupe des pays émergents (PIB par habitant plus de 16k USD) en augmentant son PIB actuellement d'environ 200 milliards de USD (4000 USD par habitant). Les autorités algériennes ont également pour objectif de développer le secteur de la technologie et de l'économie numérique en tant que levier de performance pour les autres secteurs. De cette façon, l'Algérie est prête à transformer son économie à travers un modèle de transformation globale de croissance qui est sous hégémonie du secteur des hydrocarbures depuis les années soixante (plus de 40% de revenus budgétaires et 90% de devises étrangères).

L'objectif est de passer par un processus de diversification en termes de production de biens et de services et en termes de commerce extérieur. Une structure bien équilibrée du PIB augmentant la participation de certains secteurs (l'industrie de 5% à plus de 10%, l'agriculture de 13% à environ 18% économie numérique 5%) et réduisant le secteur des hydrocarbures de 18% à environ 14%. Au cours des trois dernières années, une série de réformes ont été lancées afin de revoir tous les cadres liés à l'environnement des affaires (code d'investissement, droit monétaire et bancaire, loi sur les marchés publics, loi sur les startups, etc.).

PÉTROLE

Le Brent recule légèrement  
à 84,11 dollars

Le pétrole évoluait en petite baisse mardi en raison des craintes quant à la demande chinoise, toutefois atténuées par les réductions de production de l'Opep+.

Synthèse S T.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait vers midi 0,41% à 84,11 dollars.Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, fléchissait de 0,22% à 80,54 dollars. Des signaux « mitigés » laissent les cours du brut relativement « neutres », commentent des analystes. Selon eux, les inquiétudes concernant l'économie chinoise et ses effets sur la demande mondiale continuent de peser sur le marché, mais la production réduite de la Russie et de l'Arabie Saoudite parvient à compenser cela pour le moment. La Chine fait en effet face à une grave crise du secteur immobilier, et la reprise post-

Covid tant espérée en Chine après la levée des restrictions sanitaires fin 2022 s'essouffle. L'état de santé de la Chine, premier pays importateur de brut au monde, est scruté par les investisseurs, ayant des conséquences importantes sur la demande mondiale. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, poursuivait sa hausse, grim pant de 3% à 42 euros le megawattheure (MWh). Les travailleurs du GNL dans une installation clé en Australie pourraient se mettre en grève à partir de début septembre si un accord salarial n'est pas conclu, rappellent les analystes. Par ailleurs, des analystes estiment que le pétrole pourrait continuer d'être haussier durant les prochains mois.

L'explication peut être fournie par au moins deux éléments. Premièrement, plusieurs pays de l'OPEP, l'Arabie Saoudite et la Russie en tête de file ont affirmé leur intention de baisser la production d'un million de barils par jour pour soutenir les prix. Deuxièmement, l'agence internationale de l'énergie, l'AIE, a déclaré que la demande de pétrole devrait atteindre un nouveau record cette année à environ 102,2 millions de barils par jour. Enfin, notons que la configuration graphique du pétrole (WTI et Brent) est intéressante et présente toujours des signes haussiers, bien que cet argument ne doive évidemment pas être pris au pied de la lettre. Depuis le début de l'année, le pétrole et l'énergie dans l'ensemble surperforment les principaux indices.

ENERGY AWARDS 2023

ER2 du CDER finaliste

La filiale commerciale du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), connue sous le nom d'Études et Réalisations en Énergies Renouvelables (ER2), s'est hissée en finale de la prestigieuse compétition britannique, les Energy Awards 2023. Ce succès remarquable a été obtenu dans la catégorie « Projet énergétique de l'année ». La 14e édition annuelle des Energy Awards célèbre l'innovation et les réalisations exceptionnelles du secteur de l'énergie en matière de meilleures pratiques, d'excellence commerciale, de service client et de collabora-

tion industrielle. L'événement rassemble plus de 600 décideurs clés de l'ensemble du secteur, venus pour célébrer les réussites qui façonnent l'avenir énergétique mondial. Le projet Algérien présenté au concours Energy Awards 2023 s'inscrit dans la catégorie « Projet énergétique de l'année ». Il s'agit de la plus grande installation photovoltaïque (PV) sur toit de ce type en Afrique, marquant un jalon significatif dans l'utilisation de l'énergie solaire comme principale source d'énergie pour un aéroport. Plus précisément, ce projet révolutionnaire est lié à l'aéroport international Ahmed

Ben Bella d'Oran, selon le CDER. Ce projet d'envergure soutient plusieurs objectifs importants pour l'Algérie, notamment l'ambition d'atteindre 15 000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2030. Les caractéristiques du projet incluent : « 5362 panneaux solaires, 12 km de câbles solaires ; 46 onduleurs ; Production annuelle de 2,2 GWh d'énergie propre et renouvelable ; Capacité d'alimenter plus de 500 maisons en énergie propre ; Économies de 1400 tonnes de CO2 chaque année, équivalentes à la pollution générée par 600 véhicules et Couverture de plus de 40% de la

consommation de l'aérogare en moyenne, pouvant atteindre 100% lors des photos de production». Une réalisation d'une telle envergure n'est pas passée inaperçue et l'installation de cette centrale solaire sur le toit de l'aéroport international Ahmed Ben Bella a été achevée en un temps record de 5 mois, soulignant l'efficacité et la détermination de l'équipe ER2 du CDER. Les lauréats des Energy Awards 2023 seront annoncés lors d'une cérémonie prévue pour le 4 octobre 2023 au Grosvenor de Londres, Royaume-Uni.

R E.

SOMMET MONDIAL DE L'ENTREPRENEURIAT

La start-up "Assista-soins" représentera l'Algérie

La start-up "Assista-soins" de Constantine spécialisée dans le domaine de la santé numérique vient d'être sélectionnée pour représenter l'Algérie au Sommet mondial de l'entrepreneuriat devant avoir lieu du 14 au 18 avril 2024 au Chili, a annoncé lundi son directeur Bilel Fellahi. La start-up "Assista-soins" qui assure des services de santé à domicile a été choisie pour représenter l'Algérie au Sommet mondial de l'entrepreneuriat (Chili) à l'issue des éliminatoires du concours de sélection organisé en début de semaine à l'Institut supérieur des sciences (ISS) de Bordj El Kiffan (Alger), a précisé à l'APS M. Fellahi qui a indi-

qué que la start-up ne ménagera aucun effort pour honorer l'Algérie dans cet événement international. La sélection de "Assista-soins" a eu lieu en présence d'experts et de représentants de plusieurs ministères et Directions concernés en plus de spécialistes en cybercriminalité qui ont assisté à l'exposé donné par les membres de cette start-up qui a pu se distinguer à l'échelle nationale grâce à la nature de son idée innovante et la qualité des services de santé offerts, a-t-on ajouté. Cette start-up qui a décroché le label de projet innovant (start-up) en 2023 assure des soins, des consultations et l'hospitalisation à domi-

cile, a souligné M. Fellahi, rappelant que la start-up avait commencé ses interventions sur le terrain le mois de ramadhan dernier. A ce jour, Assista-soins a assuré plus de 300 interventions à domicile à travers toutes les communes de la wilaya, a indiqué la même source, précisant que la start-up a pu rassembler plus de 185 partenaires dont des médecins, infirmiers, sages femmes et assistants médicaux, entre autres. La start-up Assista-soins est encadrée par cinq membres spécialisés en médecine, en informatique, génie logiciel, électronique et en multimédia, a-t-on fait savoir.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger  
Siège de la rédaction  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale  
de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

DÉBUT DES TRAVAUX DU 15<sup>e</sup> SOMMET À JOHANNESBURG

# Le Brics, une alternative au monde unipolaire

*Les travaux du 15e sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont débuté hier mardi 22 août dans la ville sud-africaine de Johannesburg. Il s'agit de la plus grande rencontre de l'histoire des chefs d'État et de gouvernement du monde non occidental.*

Par Sirine R/Agence

Le sommet réunit plus de 60 pays du Sud global qui s'opposent tous, dans une mesure ou une autre, à la domination occidentale et cherchent des mécanismes de coopération alternatifs. Dans son discours à l'ouverture des travaux de cette 15e édition du sommet qui se poursuivra jusqu'au 24 août, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a souligné que «le but principal des BRICS est le développement multilatéral». Ainsi, ajoute-t-il, parmi les missions de l'organisation figurent aussi la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Et d'ajouter : «Nous voulons exporter des produits déjà prêts et non seulement des matières premières». Le président de l'Afrique du Sud a précisé que l'Afrique est riche en ressources essentielles qui sont susceptibles d'assurer le succès du développement de l'économie». Par exemple, le cuivre, le lithium, le platine et d'autres métaux qui représentent une force motrice de la croissance économique à travers le monde. Dans son allocution, rapport le site d'information «Sputnik News», le président Ramaphosa a plaidé pour l'engagement de réformes fondamentales des systèmes mondiaux financiers. Le Président sud-africain Cyril Ramaphosa, rappelle-t-on, accueille ses homologues brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et chinois, Xi Jinping. L'Inde est représentée par son Premier ministre Narendra Modi et la Russie par son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Vladimir Poutine participe à l'événement par visioconférence. En 2023, Pretoria assure la présidence tournante du groupe sous le thème: «Les BRICS et l'Afrique: un partenariat pour une croissance accélérée conjointe, un développement durable et un multilatéralisme inclusif". La

question la plus importante du sommet est l'éventuelle expansion des BRICS, incluant les critères d'admission et les principes directeurs. Il est à noter que de nombreux pays veulent adhérer aux BRICS pour éviter la dominance de "superpuissances". Pour Sihle Zikalala, ministre sud-africain de l'Infrastructure, ce groupe, dont il a rejoint le sommet, est une véritable «alternative au monde unipolaire». «La majorité des pays dans le monde aspirent à avoir une plate-forme qui leur permette de coopérer sans être dominés par les soi-disant superpuissances. Et c'est pourquoi nombreux sont ceux qui souhaitent rejoindre les BRICS», a-t-il déclaré. Selon lui, les «BRICS+» constituent une véritable «alternative au monde unipolaire et contribueront à remodeler l'équilibre des forces dans le monde et l'équilibre du commerce économique. L'élargissement du groupe sera au menu des discussions lors du sommet. Pour sa part, le MAE russe, Sergueï Lavrov, a déclaré que les Brics s'élargissent pour construire un monde plus juste, mais n'ont pas l'intention de devenir «un nouvel hégémon mondial». «Notre union a pas mal de partisans des mêmes idées à travers le monde entier. On y voit une force positive qui est capable de renforcer la solidarité des pays du Sud global et de l'Est, de devenir l'un des piliers d'un nouveau monde, d'un ordre mondial plus juste polycentrique», a fait savoir Sergueï Lavrov dans un article pour le magazine sud-africain Ubuntu. Parmi les sujets qui devront être abordés lors de l'événement, figure l'augmentation du rôle des devises nationales, a précisé le ministre russe. «Parmi les priorités absolues figurent le renforcement du potentiel de la Nou-

velle banque de développement, le pool de réserves de change conditionnelles des BRICS, l'amélioration des mécanismes de paiement, l'augmentation du rôle des monnaies nationales dans les règlements mutuels. Il est prévu que ces questions soient au centre de l'attention au sommet des BRICS à Johannesburg», a souligné M.Lavrov. Sur ce point, la présidente de la Nouvelle Banque de développement (NDB), Dilma Rousseff, a indiqué la banque des BRICS prévoit de commencer à prêter en monnaies locales. Le plan vise à réduire la dépendance au dollar et à promouvoir un système financier international davantage multipolaire. Mme Rousseff a déclaré que les prêts en monnaies locales permettraient aux emprunteurs d'éviter le risque de change et les variations des taux d'intérêt américains. «Les monnaies locales ne sont pas des alternatives au dollar. Ce sont des alternatives à un système. Jusqu'à présent, le système était unipolaire, il va être remplacé par un système davantage multipolaire», a-t-elle expliqué. Elle a annoncé le projet de prêter en 2023 entre 8 et 10 milliards de dollars. « Notre objectif est d'atteindre environ 30% de tout ce que nous prêtons en monnaies locales», a-t-elle détaillé. La présidente de la banque a également expliqué en quoi son institution se distinguait de la Banque mondiale et du FMI. La NDB ne fixe pas de conditions politiques préalables. Selon elle, la banque examine actuellement les demandes d'adhésion d'environ 15 pays, bien qu'elle ne soit susceptible que d'en approuver quatre ou cinq. Elle a refusé de nommer ces pays, mais a déclaré qu'il était prioritaire pour la NDB de diversifier sa représentation géographique.

A JOHANNESBURG

## Le ministre des Finances rencontre la diaspora

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, est en déplacement à Johannesburg (Afrique du sud) pour représenter le président de la République au Sommet des Brics. Sa présence dans la ville sud-africaine a été une occasion pour le ministre pour rencontrer, ce mardi, des ressortissants algériens, résidant dans ce pays. Laaziz Faïd a exprimé, devant ses compatriotes, le grand intérêt accordé par l'Etat au devenir de la communauté algérienne établie à l'étranger. Il a rappelé le un soutien qui lui est apporté constamment par les autorités de leurs pays d'origine. Dans le même contexte, rapporte un communiqué du ministère des Finances, Laaziz Faïd a expliqué que « ces rencontre constituent une tradition instaurée par le Président de la République pour s'enquérir des conditions de vie de la communauté algérienne, écouter ses préoccupations et exposer les avancées enregistrées en Algérie ». Il a évoqué aussi les relations tissées entre l'Algérie et l'Afrique du sud, consolidé par l'ouverture d'une desserte aérienne directe entre Alger et Johannesburg (vol inaugural il y a quelques jours). Cette initiative, a assuré le ministre en charge du secteur des Finances, « reflète avant tout l'importance que l'Etat algérien attache à établir une meilleure communication entre notre communauté nationale d'Afrique du Sud et d'Algérie et à renforcer les liens d'amitié entre les deux pays ».

15E SOMMET DES BRICS

## Affluence remarquable sur le stand algérien

Le stand algérien organisé par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations en Afrique du Sud, dans le cadre du 15e Sommet des Brics, connaît une affluence remarquable des visiteurs, indique mardi un communiqué du ministère. L'organisation du stand algérien a été confiée à la société "Tasdir", une filiale de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), précise la même source, relevant que cet espace regroupe les représentants de plusieurs institutions, à savoir l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur "ALGEX", l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), et l'accélérateur public de startup "Algeria venture". L'exposition des Brics organisée dans le cadre du Sommet de ce groupe (22-24 août 2023) se veut un espace permettant aux entreprises des Etats membres (Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud), et des pays invités, notamment africains, de présenter leurs produits et services. L'Afrique du Sud qui préside cette année le groupe, abrite le 15e Sommet des Brics à Johannesburg, du mardi au jeudi, sous le thème : "Les Brics et l'Afrique : Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif".

# Les BRICS tentés d'ouvrir la porte à de nouveaux pays

Tout est fin prêt, dans le quartier de Sandton au nord de Johannesburg, pour accueillir le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), dont les leaders se retrouveront pour la première fois en personne depuis la pandémie de Covid-19. Les préparatifs n'ont pas été simples, après des mois de tergiversations autour de la possible venue du président russe, sous mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI), et les débats sur l'éventuelle tenue du sommet dans un pays non-signataire du Statut de Rome. Finalement, point de Vladimir Poutine attendu en Afrique du Sud : il sera représenté par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et suivra les discussions en visioconférence. Même en l'absence du président russe, la guerre en Ukraine sera présente en toile de fond, alors que les gouvernements sud-africain, indien et chinois s'en tiennent depuis le début à une position de non-alignement et que Pékin et Pretoria tentent de jouer le rôle de négociateurs. Ce sommet « est particulièrement impor-

tant, car il se tient à un moment où le monde est confronté à des défis fondamentaux qui vont déterminer l'évolution des événements internationaux pour les années à venir » fait valoir le chef de l'Etat sud-africain Cyril Ramaphosa. Autre président qui ne devrait pas faire le déplacement : Emmanuel Macron, qui avait pourtant exprimé son souhait de participer en tant qu'observateur, fin juin, par la voix de Catherine Colonna, en visite à Pretoria. La cheffe de la diplomatie sud-africaine, Naledi Pandor, a fait savoir qu'« aucune invitation n'avait été envoyée en ce sens ».

### Souhaits d'expansion

Le dossier qui pourrait transformer l'avenir des BRICS est celui de l'élargissement. La Chine, la Russie et l'Afrique du Sud poussent en ce sens : de fait, aucun nouveau membre n'a été admis depuis l'arrivée de l'Afrique du Sud en 2010. Des critères d'entrée ont été établis au niveau ministériel, mais ils doivent être désormais acceptés par les chefs d'Etat des cinq nations. Selon le président sud-africain, « plus de 20 pays ont formellement postulé pour rejoindre les BRICS », avec des candidats aussi variés que l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Argentine, l'Algérie, l'Egypte, l'Ethiopie et l'Iran. Un intérêt qui ne surprend pas Priyal Singh, chercheur au sein de l'Institut d'études de sécurité (ISS) : « Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, il y a de fortes tensions géopolitiques mondiales, et cela rend très anxieux les pays du Sud. Beaucoup aspirent à plus de prévisibilité, et ils ne peuvent la trouver qu'en mettant en commun leurs poids et influence dans le monde. » Rassemblant à eux cinq plus de 40 % de la population, près d'un quart du PIB mondial et 18 % des échanges, les BRICS comptent à leur actif la création de la Nouvelle banque de développement. Ils son souhait de participer en tant qu'observateur, fin juin, par la voix de Catherine Colonna, en visite à Pretoria. La cheffe de la diplomatie sud-africaine, Naledi Pandor, a fait savoir qu'« aucune invitation n'avait été envoyée en ce sens ».

Souhaits d'expansion Le dossier qui pourrait transformer l'avenir des BRICS est celui de

l'élargissement. La Chine, la Russie et l'Afrique du Sud poussent en ce sens : de fait, aucun nouveau membre n'a été admis depuis l'arrivée de l'Afrique du Sud en 2010. Des critères d'entrée ont été établis au niveau ministériel, mais ils doivent être désormais acceptés par les chefs d'Etat des cinq nations. Selon le président sud-africain, « plus de 20 pays ont formellement entendent continuer à grandir pour devenir une alternative aux puissances occidentales. Toutefois, pas question de « se faire des ennemis » selon la cheffe de la diplomatie sudafricaine, Naledi Pandor : « je ne pense pas que nous participerions à une organisation qui serait pro ceci ou anti cela ». La vérité est que le poids écrasant de la Chine au sein du groupe lui donne toujours une place de choix dans les décisions, pour encourager la dédollarisation du monde et le développement des échanges en monnaies locales. L'Afrique du Sud entend d'ailleurs profiter du passage de Xi Jinping pour renforcer ses relations bilatérales, en organisant, en parallèle du sommet, une visite d'Etat avec le président chinois ce mardi.

Source : Les Echos

RENTRÉE SCOLAIRE  
2023/2024

## Les instructions de ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a adressé une instruction aux walis pour régler toutes les questions d'ordre organisationnel afin d'assurer une rentrée scolaire réussie et sûre au niveau des écoles primaires en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2023-2024, et ce, en coordination avec toutes les parties prenantes au niveau local, a indiqué mardi un communiqué du ministère. L'instruction a accordé "une grande importance à la qualité des services scolaires fournis, à l'aménagement des écoles primaires et des structures y relevant". L'accent a été mis dans le document sur "la nécessité de réceptionner, avant la rentrée scolaire, toutes les structures programmées afin de desservir la pression que pourraient connaître certaines régions. Il s'agira, dans ce cadre, de s'assurer de leur préparation et de la disponibilité des besoins essentiels, de finaliser les travaux de maintenance et d'assurer le chauffage des écoles de manière régulière, permanente et sûre, notamment dans les régions montagneuses et rurales, tout en assurant le gardiennage et la sécurisation des abords des écoles primaires". Les walis ont été invités également à "veiller à la sécurité routière sur la voie publique, et ce en coordination avec les différents services de sécurité". L'instruction du ministre a souligné, en outre, l'importance "d'accélérer la validation de la liste des élèves concernés par la prime scolaire pour assurer son versement aux bénéficiaires avant la rentrée scolaire, et de réunir les meilleures conditions de scolarisation, notamment en ce qui concerne la cantine et le transport scolaires". Ainsi, il est préconisé "d'assurer des repas aux élèves, à partir du premier jour de la rentrée et de veiller au parachèvement des opérations d'approvisionnement des cantines scolaires et de règlement de toutes les dépenses liées à la gestion des cantines dans les plus brefs délais, avec la mobilisation d'un nombre suffisant d'agents". M. Merad a insisté, en outre, sur "l'importance d'arrêter un programme de transport scolaire spécial, permanent et régulier couvrant toutes les lignes concernées, notamment pour les régions éloignées et enclavées, ainsi que les quartiers à forte densité démographique, et ce à travers la mobilisation de tous les bus disponibles au niveau des parcs communaux, la réparation des bus en panne et leur maintenance périodique". Le ministre n'a pas écarté la possibilité de "recourir en cas de besoin, à la conclusion de conventions avec des opérateurs privés pour couvrir le manque enregistré en matière de transport des élèves", précise la même source. "En consécration des valeurs de concertation, l'instruction a porté sur la nécessité de relancer le Conseil de coordination et de concertation qui regroupe tous les acteurs de la famille de l'éducation et les responsables locaux, représentant l'ensemble des secteurs concernés, au niveau de chaque commune", selon le communiqué. "La tenue d'une réunion périodique et régulière du Conseil a également été soulignée, vu qu'il s'agit d'un espace efficace de prise de décisions adéquates en termes de conditions de scolarité", conclut le document.

APRÈS LES DÉPENSES DE L'ÉTÉ

## Les Algériens à l'épreuve de la rentrée sociale

*Les vacances touchent à leur fin, et les algériens vont devoir encore une fois mettre la main à leurs poches. Faut dire aussi, que depuis quelques mois, ce ne sont que dépenses sur dépenses. Après le Ramadhan, ce fut au tour de l'Aïd El Adha, avec son lot de hadjadj, et les cadeaux qui vont avec. C'est durant l'été que se déroulent les mariages, les circoncisions, et en apothéose, les vacances d'été. Aout tire à sa fin et c'est l'heure du bilan avant la rentrée scolaire.*

Par Reda Hadi

Après un été particulièrement chaud, au sens propre comme au figuré, caractérisé par une sécheresse prolongée, des températures caniculaires, des incendies ravageurs et une hausse vertigineuse des prix des légumineuses, les Algériens s'apprentent, avec l'arrivée éminente du mois de septembre, à affronter une nouvelle double épreuve, celle de la rentrée scolaire et sociale. Mais avant d'accueillir Septembre, c'est l'heure du bilan.

L'euphorie des vacances passée, les Algériens se retrouvent les poches vides, avec cette peur au ventre d'affronter une rentrée scolaire, qui s'annonce chaude, en matières de prix, cela s'entend. Pour les ménages c'est la rentrée scolaire qui occupe les esprits.

Pour beaucoup de ménages, leurs bourses est déjà laminée par les dépenses qu'a engendrée la saison estivale (Aïd El Kébir, baccalauréat, fêtes de mariage, vacances,) alors comment affronter alors les dépenses à venir?

Nos compatriotes, par fatalité, peuvent être ou alors pour mieux apprendre les jours à venir, s'adosent sur les mesures prises par les pouvoirs publics, pour alléger leurs quotidiens, afin de mieux dormir. Selon un cadre dans une entreprise étatique, le bilan est lourd à porter.

«Depuis le mois de Mai, ce ne sont que dépenses sur dépenses. Sans oublier de rembourser les dettes de l'Aadl. En sus de cela, nous sommes pressés comme des citrons par des spéculateurs qui augmentent les prix de produits essentiels, au gré de leur humeur. Peur on alors parler de bilan, alors que l'on sait à priori qu'il ne peut être que négatif» dit-il sans amertume.

D'autres moins chanceux, et qui ont passé



l'été à la maison et sans climatiseur, disent qu'ils n'étaient pas obligé d'engager de folles dépenses, sans avoir les recettes qui y correspondent.

Pour d'autres, c'est un bilan mitigé. Pour cette secrétaire de Direction dans une société privée « J'ai eu les mêmes soucis que tout le monde, et je ne m'en suis sortie qu'en ne cédant pas à des envies superfétatoires, en gérant convenablement le budget mensuel que je me suis fixée. Si le prix de la courgette augmente, je n'en achète pas, ça ne me fera pas mourir de faim, et je ne vois aucune raison d'engraisser les spéculateurs. C'est une question de principe, et d'action citoyenne», dit elle avec fierté.

Pour Menouarn, agent de sécurité, il n'y a aucun bilan, «mon salaire est déjà maigre, et mon but est de nourrir les miens. En ce qui me concerne les jours ne changent pas», nous dit-il avec amertume certaine. Pour des économistes, l'Algérien est surtout partagé entre l'envie de bien vivre, et les incertitudes de la vie. Si tous (ou du moins la majorité des algérien) une fois le bilan dressé, reste à affronter la rentrée scolaire.

En effet, tous s'apprentent à subir une nouvelle saignée avec la rentrée scolaire qui approche. Une saignée qui sera d'autant plus sévère que pour la rentrée des classes, les prix des fournitures scolaires ont déjà augmenté.

En guise de solution, le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère du Commerce, a procédé à la mise en place d'un marché de proximité dans chacune des 58 wilayas du pays. Ces derniers ont pour mission de permettre au citoyen d'acquérir des fournitures scolaires à des prix accessibles.

Autre hantise des Algériens pour cette rentrée sociale 2023, l'augmentation des prix des certains produits de consommation.

Avec un été particulièrement sec ponctué par des incendies dévastateurs, les récoltes des fruits et légumes de saison (tomates, piments, poivrons, pommes, poires, figues...) ont été fortement impactées. Et cela risque fort de se répercuter sur les prix de ces derniers. Vu la conjoncture économique et climatique mondiale, la tendance inflationniste ne peut donc que se poursuivre.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Baddari donne le coup d'envoi du réseau national de calcul intensif au CERIST

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué, mardi à Alger, une visite d'inspection au Centre de recherche sur l'Information scientifique et technique (CERIST) à Ben Aknoun, durant laquelle il a donné le coup d'envoi du lancement du Réseau national de calcul intensif.

Le ministre a précisé que le Réseau national de calcul intensif comprend, dans sa phase initiale, "un réseau composé de plateformes de 8 universités sur le territoire national, et se déclinera en 20 autres plateformes

avant fin février 2024".

Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de la volonté de la tutelle de développer divers projets de numérisation et d'intelligence artificielle (IA), M. Baddari s'est enquis du fonctionnement des différentes unités et départements du CERIST, dont l'unité "GPU for AI".

Le ministre a également suivi un exposé sur l'avancement des travaux liés au "Technopol" de ce centre, censé amorcer, une fois opérationnel, "un saut qualitatif" dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans l'informatique, la numéri-

sation, l'entrepreneuriat et les incubateurs.

M. Baddari a souligné que ce réseau permettra de "répondre à la demande sans cesse croissante sur les applications de l'intelligence artificielle et du Big data, en sus de moderniser les opérations associées et de s'orienter vers la simulation numérique".

"Le bureau d'études du centre se charge du développement des résultats de la recherche scientifique dans le domaine de l'IA et la cyber sécurité", a-t-il ajouté. A cette occasion, il a annoncé la création d'un nouveau centre de données au niveau

du CERIST répondant aux normes internationales, lequel devrait entrer en service dès novembre prochain.

Le ministre a évoqué, par ailleurs, l'opération de recrutement lancée par son département ministériel, "la plus importante depuis l'indépendance", rappelant "l'ouverture de 10.000 nouveaux postes répartis sur l'ensemble des établissements universitaires" du pays, dont "8.000 maîtres-assistants catégorie "B", 1409 professeurs hospitalo-universitaires, et 693 enseignants-chercheurs classe "B".

R E.

# Le GNL, nouvelle star de l'énergie mondiale

Selon le « Rapport Mondial sur le GNL » publié récemment en 2023 par l'Union Internationale du Gaz (UIG) », « En 2022, la capacité mondiale de liquéfaction a augmenté de 4,3 % pour atteindre un total de 478,4 MMTA, et 75 % de l'augmentation en 2022 provenait des États-Unis, ce qui en fait la plus grande capacité de liquéfaction opérationnelle au monde (88,1 MMTA) ».

1<sup>ère</sup> partie

Par A M

Toujours selon l'UIG, les capacités mondiales de liquéfaction qui sont actuellement approuvées et en cours de construction sont de 178 MMT/an. Celles proposées en Pré-FID, devant être opérationnelles en principe dans les années à venir à l'horizon 2028-2030, sont de 997,1 millions de tonnes par an de GNL. La plupart sont situées en Amérique du nord, en Asie Pacifique, et au Moyen Orient.

Les capacités globales de liquéfaction sont ainsi prévues atteindre 800 MMT/an (1.103 Mds M3/an) en 2028, et 1475,5 MMT/an (2034 Mds M3/an) au-delà de 2030.

Actuellement, les capacités de regazéification nominales sont de 970,6 MMT/an (1.338 Mds M3/an), auxquelles devrait s'ajouter une capacité en cours de construction de 238 MMT/an (328 Mds M3/an).

Elles ont pratiquement augmenté de 16% en 2022 (+163.000 T/an). Il faut retenir en particulier la croissance des terminaux offshore suite à la crise énergétique de 2021 et la croissance de la demande européenne pour remplacer le gaz russe. A la fin de l'année 2022, les capacités de regazéification en offshore n'étaient de 21 MMT/an, dont 12,1 MMT/an seulement opérationnels et le reste en construction, auquel devrait s'ajouter une capacité de 135 MMT/an proposée au niveau des différents marchés gaziers. Les 48 marchés d'importations comptent actuellement 180 terminaux dont 137 onshore et 43 flottants (FSRU).

Les capacités globales de regazéification sont ainsi prévues atteindre 1.208 MMT/an (1.666 Mds M3) à l'horizon 2030 ou au-delà en fonction des approbations de financement de certains terminaux.

Toute cette capacité de regazéification peut paraître surdimensionnée, mais il faut préciser qu'en dehors de quelques exceptions, les terminaux ne sont exploités en moyenne actuellement qu'à hauteur de 40% de leur capacité. Il s'agit là d'une moyenne historique, dans la mesure où cette capacité disponible est maintenue en général pour des raisons de sécurité d'approvisionnement en cas de forte dépendance des importations de gaz et plus précisément de GNL dont les livraisons sont plus flexibles que celles par gazoduc. Le taux d'utilisation des capacités de liquéfaction quant à lui, a atteint une moyenne de 89% en 2022, essentiellement à cause de la crise énergétique accentuée par le conflit russo-ukrainien, ayant entraîné la chute des exportations russes vers l'Europe. Seules les infrastructures situées en Russie, Nouvelle Guinée, Norvège, Australie, USA et Moyen Orient ont toutes dépassé les 100%, tandis que celles

d'Afrique ont fonctionné à moins de 70%. Selon une récente analyse de l'OIES (Oxford Institute for Energy Studies) publiée en juillet 2023 (OIES-New-Global-Gas-Order-Part-1), les capacités d'exportation de GNL vont s'accroître d'environ 60% (350 Mds M3) entre 2022 et 2030 avec un pic vers 2027-2028, dont plus de 50% au niveau de l'Amérique du Nord grâce à l'exploitation du gaz de schiste qui devrait se poursuivre encore jusqu'en 2030 avant de se stabiliser. Le reste des capacités additionnelles proviendra essentiellement du Moyen Orient et d'Afrique.

Toujours selon l'OIES, les capacités de regazéification vont s'accroître d'environ 550 Mds M3 entre 2022 et 2030, avec un pic en 2024. L'Asie, et plus précisément la Chine et l'Inde, demeurera en tête au point de vue capacités de regazéification, et correspondra par conséquent au premier marché du GNL, suivie par l'Europe dont les capacités additionnelles atteindront un pic en 2024 avant de se stabiliser vu que ses besoins et par conséquent ses importations en gaz naturel sont appelés à chuter à partir de 2026 ou au plus tard en 2028.

On peut donc conclure que dans les deux analyses (IGU et OIES), cet accroissement prévisionnel aussi bien en liquéfaction que regazéification, dépendra en partie dans les années à venir des stratégies des pays importateurs en matière de transition énergétique, basées à terme sur : Une baisse des consommations qui a déjà commencé aussi bien en Asie qu'en Europe ou le record de -13% a été atteint en 2022, avec un objectif de -30% en 2030. Des politiques d'efficacité énergétique en cours d'application de façon rigoureuse. Du recours de plus en plus important aux énergies renouvelables en ce moment et le développement de l'hydrogène à moyen terme.

Du recours à l'énergie nucléaire dans certains cas et même le charbon dans d'autres cas comme le Bangladesh, le Pakistan, l'Inde et la Chine. Toutes ces stratégies ont de plus en plus d'impact en matière de retard dans la réalisation de certains projets ou encore en matière de difficultés de financement des nouveaux projets de GNL.

## Evolution des échanges depuis 2021

Après le ralentissement du marché du GNL subi entre 2019-2020, que beaucoup préoyaient pour 5 ans, cette extraordinaire expansion du GNL à l'échelle mondiale depuis 2021, a été largement entraînée par l'Europe, un marché dont les prix ont atteint des records de 93,8 \$/MMBtu sur le marché Européen (TTF) en Août 2022, et 84,7 \$/MMBtu sur le marché Asiatique (JKM) en Mars 2022. Ces prix élevés ont provoqué un transfert des flux vers l'Europe au détriment de l'Asie, avec une forte augmentation des importations Européennes en 2022 de 50,4 millions de tonnes (+66%) par rapport à 2021. Elles ont ainsi atteint 126,6 millions de tonnes selon l'UIG, faisant de l'Europe le deuxième plus grand importateur de GNL après l'Asie dont la hausse n'était que de 4,6 millions de tonnes, pour un total importé de 160,9 millions de tonnes de GNL.

Mais cette évolution du marché mondial du GNL, soutenue non seulement par le transfert des livraisons vers l'Europe, mais aussi par la flexibilité des livraisons et les préoccupations en matière de sécurité énergétique, n'est pas générale, et ne semble répondre qu'à une situation conjoncturelle post COVID 19 et post conflit russo-ukrainien :

La demande européenne en gaz, qui est à l'origine du transfert des livraisons de

l'Asie vers l'Europe, sera en chute dans les années à venir avec -30% à l'horizon 2030.

Le Japon et la Corée du Sud, qui sont historiquement leaders dans la demande mondiale de GNL, prévoient de réduire leurs achats de GNL tout en stimulant la production d'énergie nucléaire, éolienne et solaire afin d'atteindre leurs objectifs en matière de sécurité énergétique, de croissance économique et de décarbonation. La Chine a réduit ses achats de GNL de 20 % en 2022, en raison d'une combinaison de prix élevés, de fermetures de COVID-19 et d'une croissance économique plus lente. La hausse prolongée des prix du GNL a encouragé le pays à s'appuyer davantage sur les importations par gazoduc russe, moins coûteuses, et sur la production nationale de gaz, ce qui a exercé une pression à la baisse sur la croissance de la demande de GNL dans le pays.

L'Asie du Sud, notamment l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, a réduit ses achats de GNL de 16 % l'année dernière. De nombreux acheteurs de la région se sont retirés des marchés au comptant et les fournisseurs sous contrat à long terme ont souvent manqué à leurs obligations de livraison de cargaisons afin d'obtenir des bénéfices plus élevés sur d'autres marchés. La croissance de la demande en Asie du Sud-Est est confrontée à des défis liés aux prix élevés, à la disponibilité limitée des contrats de GNL et aux contraintes d'infrastructure. Les contrats à long terme prévoyant des livraisons avant 2026 seraient épuisés au niveau mondial, ce qui signifie que les acheteurs d'Asie du Sud-Est sensibles aux prix risquent d'être fortement exposés à la volatilité et à la cherté des marchés au comptant.

(à suivre)



## INFRASTRUCTURES ÉDUCATIVES À CONSTANTINE

## Préparatifs, la dernière ligne droite

Dans le cadre de la réhabilitation des infrastructures éducatives, en préparation de la rentrée scolaire 2023-2024, la commune de Constantine a récemment entrepris le lancement de plusieurs chantiers. Les responsables communaux chargés de cette opération ont tenu une réunion de travail, au cours de la semaine passée, sous la présidence de Charaf Bensari, président de l'Assemblée Populaire Communale (APC). Cette séance de travail a vu la participation spécifique des cadres de la direction des réalisations, des délégués communaux, ainsi que du directeur des Equipements publics de la daïra. Au cours de cette rencontre, l'installation des différents chantiers inscrits dans le cadre du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, a été mise en avant et discutée par les participants. Il a été noté que la première phase de l'opération, récemment lancée, a été consacrée à la restauration et à la réhabilitation de plusieurs écoles. Parmi celles-ci figurent l'école Bent Abi Baker, l'école Slimane Daoudi, ainsi que celles de Salah Righa, Ali Louadjehani, Messaoud Kimouche, El Birouni et Ali Zouatine. La seconde phase de l'opération, qui a débuté le jeudi 17 août, s'est concentrée sur l'installation des chantiers, visant à construire des salles de restauration dans les écoles Mohamed Djafer et Meriem Saadane, Ibn Toufail et Ali Louadjehani, ainsi que la réalisation d'extensions scolaires à l'école Mokhtar Filali. Ceci concerne les initiatives lancées par la municipalité. D'autre part, la Direction de l'Administration Locale (DAL) de la wilaya a annoncé le lancement d'une série d'opérations supplémentaires visant la réhabilitation d'écoles dans plusieurs communes. Ces travaux incluent des réparations et la remise en état des structures des bâtiments, ainsi que la réhabilitation des cantines. Cette opération a été divisée en treize lots, dont deux ont été consacrés à la restauration de l'école Allaoua Biskri et Larbi Ben M'hidi à El Khroub. D'autres lots ont porté sur des travaux d'aménagements et de réparation dans les écoles Abderrahmane Chouieb et Ali Goumidi, ainsi qu'à l'établissement Abdelaziz Abada à Aïn Abid et à l'école Boudjema Menaifi à Benbadis.

## VENTE DE FOURNITURES SCOLAIRES À ANNABA

## Un espace commercial à des prix concurrentiels

Un marché d'El-Rahma, dédié à la vente de fournitures scolaires à des prix concurrentiels, sera ouvert le samedi 2 septembre, dans le hall du palais de la culture d'Annaba.

Ce marché maintiendra ses activités pendant tout le mois de septembre afin de permettre aux parents d'élèves d'acquiescer des affaires scolaires, au meilleur prix, pour une rentrée scolaire réussie. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement du pouvoir d'achat des foyers à l'approche de la rentrée. Il convient de noter qu'une réunion d'évaluation avec les producteurs et les im-

portateurs des fournitures scolaires a été tenue la semaine passée, au siège de l'Agence algérienne de Promotion du Commerce Extérieur « Algex ». Au cours de cette rencontre, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a fait savoir que ses services œuvraient à « assurer la disponibilité des fournitures scolaires à des prix raisonnables pour garantir une

rentrée dans les meilleures conditions ». En marge de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, le ministre a signalé « la mobilisation de 59 opérateurs locaux spécialisés dans la production de fournitures scolaires dans 17 wilayas, en plus du recensement de 137 sociétés ayant importé ces produits, pour un montant total de 88,6 millions de dollars en

2023 ».

Le même responsable a encouragé les producteurs locaux de fournitures et d'articles scolaires à intensifier leur rythme de production et « certains importateurs à se lancer dans la fabrication locale, étant donné la promesse d'un marché national conséquent et les incitations gouvernementales pour investir dans ce domaine ».

## CULTURE DU TOURNESOL À GUELMA

## Une expérimentation prometteuse

La ferme pilote Richi Abdelmadjid, domiciliée dans la commune de Belkheir, à quelques kilomètres du chef-lieu de wilaya, s'est lancée à titre expérimental dans la culture du tournesol. Brahim Boucetta, directeur de cette ferme, et ingénieur agronome de formation, a réservé une superficie de dix hectares à cette culture. L'opération a nécessité la mobilisation de tout le personnel, déterminé à relever le défi. Boucetta a piloté, hier lundi 21 août, en

présence des services de la Direction des Services Agricoles (DSA) de Guelma, la campagne de moisson du tournesol, qui se déroule dans des conditions idoine. Selon ce responsable, le rendement s'avère appréciable puisqu'il est de l'ordre de 25 à trente quintaux par hectare. Toutes les dispositions ont été prises par la tutelle, qui a instruit les responsables de la DSA d'assurer la collecte de la récolte et d'assurer son acheminement au complexe Cevital, qui assurera la tritura-

tion, devant fournir l'huile de table. Pour rappel, Les pouvoirs publics diversifient les cultures à travers le territoire national, afin de réduire les factures des importations et permettre, un tant soit peu, l'autosuffisance alimentaire. La culture du colza par exemple a suscité l'intérêt des fellahs, qui bénéficient de l'accompagnement du ministère de tutelle, lequel encourage ceux qui ont opté pour cette filière aux résultats encourageants.

## LUTTE CONTRE LE COMMERCE ILLICITE

## Saisie de vêtements importés à Semar

La Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) de Semar (Alger) a saisi une quantité considérable de vêtements pour femmes et enfants et d'articles de baignade importés, stockés dans un dépôt à Gué de Constantine, a indiqué jeudi un communiqué des services de la GN. "Dans le cadre de ses missions d'inspection du territoire de compétence, la Brigade territoriale de la GN de Semar a saisi une quantité importante de vête-

ments pour femmes et enfants et d'articles de baignade importés, d'environ 210.000 pièces d'une valeur de 13.000.000 DA, stockées dans un dépôt à Gué de Constantine", précise le communiqué. Les éléments de la Brigade territoriale de la GN étaient en patrouille dans la zone en question lorsque des individus qui chargeaient de la marchandise à bord d'un camion ont capté leur attention. Lors du contrôle des documents, il s'est avéré que le propriétaire procédait à la

vente de ces vêtements à des prix exorbitants sur le marché, sans factures et sans registre de commerce, ajoute la même source.

Après parachèvement des procédures juridiques requises, "le dossier sera soumis aux autorités judiciaires compétentes pour exercice d'activité commerciale sans factures et sans registre de commerce", conclut le communiqué.

## DÉVELOPPEMENT À BATNA

## L'énergie solaire au secours de la ruralité ?

Les élus locaux de sites ruraux de la région des Aurès, dont ceux de la localité de Taxlent, Markunda et Bouari, entre autres, lancent un appel insistant aux services des ressources en eau pour l'inscription de projets de raccordement à l'énergie électrique des puits artésiens et des bassins d'eau, afin qu'ils puissent irriguer sans contraintes leurs champs agricoles et leurs vergers. La wilaya de Batna compte, rappelez-le, 61 communes, avec des terres reculées, englobant en leur sein des mechtas et des hameaux isolés. Les habitants de ces îlots ruraux ne disposant pas d'électricité, ils ont décidé de for-



muler leurs préoccupations et font tout pour attirer l'attention sur le fait qu'ils n'arrivent plus à travailler sans électricité. Malgré la volonté affichée par les autorités de la wilaya de Batna pour

raccorder chaque foyer au réseau électrique, des points noirs subsistent toujours, en raison de l'irrégularité des projets nationaux d'électrification rurale, qui n'arrivent, depuis quelque temps,

qu'au compte-goutte. Actuellement le taux d'électrification est jugé acceptable dans la wilaya de Batna, selon les statistiques avancées, mais sans pour autant assurer une couverture totale. Ce qui implique que beaucoup d'efforts doivent être consentis pour entrevoir des horizons meilleurs, surtout que l'électricité, au sens large du terme, joue un rôle primordial dans l'essor des activités agricoles. Elle permet également d'œuvrer à la fixation des foyers ruraux, et de sédentariser les populations rurales dans leur milieu naturel. Dans ce contexte, il est utile de signaler que les projets réalisés durant les quelques années écoulées, en matière

d'alimentation en énergie électrique, ont permis à des milliers de familles d'avoir accès aux commodités modernes. Dans cet environnement aux exigences de plus en plus importantes et aux besoins de plus en plus croissants, l'électrification des foyers isolés, des puits artésiens et des bassins d'eau, par l'intermédiaire de l'énergie solaire, moins coûteuse, plus accessible et plus facile à acquérir, s'affiche comme une solution à laquelle commencent à réfléchir sérieusement divers intervenants dont des cadres versés dans le domaine de l'énergie, tout comme les planificateurs de programmes nationaux de développement global.

CONJONCTURE

# Les hausses de taux pèsent sur l'économie mondiale

Les hausses de taux commencent à nettement mordre sur la croissance mondiale. Le constat est fait par le Fonds monétaire international (FMI) dans ses dernières prévisions économiques publiées mardi. Pour Pierre-Olivier Gourinchas, le chef économiste du FMI, « l'économie mondiale retrouve des couleurs, mais elle n'est pas encore sortie de l'ornière ». La croissance mondiale pour cette année a été très légèrement revue à la hausse, à 3 % contre 2,8 % anticipés au printemps dernier par l'institution basée à Washington. Et, en 2024, le PIB de la planète ne devrait progresser encore que de 3 %, un rythme bien en deçà de la moyenne annuelle historique.

Par Guillaume de Calignon

Resserrement monétaire

Une des raisons de cette croissance en berne tient aux hausses de taux successives depuis un peu plus d'un an de part et d'autre de l'Atlantique. « Le resserrement mondial de la politique monétaire a amené les taux directeurs en territoire de contraction. Cela a commencé à peser sur l'activité, ralentissant la croissance du crédit au secteur non financier, augmentant les paiements d'intérêts des ménages et des entreprises et exerçant une pression sur les marchés immobiliers », a expliqué l'économiste français. Ce mouvement est particulièrement visible dans la zone euro.

La Banque centrale européenne (BCE) a publié des statistiques mardi montrant que la demande de prêts de la part des entreprises a de nouveau diminué pour atteindre son plus bas niveau depuis vingt ans. Logique, le niveau élevé des taux d'intérêt se répercute sur le système financier, les banques européennes et américano-européennes durcissent leurs conditions d'octroi de prêts, ce qui réduit l'offre de crédit. Il n'empêche, « l'effondrement de la demande de prêts des entreprises fait peser des risques à la baisse sur la croissance de la zone euro », juge Chris Hare, économiste chez HSBC. Ce mécanisme était bien celui que voulaient mettre en place les

banques centrales des pays développés. Confrontées à une flambée des prix sans précédent depuis la fin des années 1970, la Réserve fédérale américaine et la BCE souhaitent « refroidir » l'activité économique, c'est-à-dire peser sur la demande en relevant les taux.

Les Etats touchés

Cela semble avoir fonctionné outre-Atlantique. Selon les économistes d'Allianz, « grâce à l'action de la Fed, l'inflation américaine a reculé de cinq points sur les douze derniers mois ». Pour eux, « la moitié du recul de l'inflation aux Etats-Unis est à mettre au crédit de la banque centrale américaine ».

Mais l'effet de la politique monétaire ne s'arrête pas là. Les Etats, parfois très endettés, sont aussi touchés. « Les répercussions de la hausse des taux d'intérêt s'étendent aux finances publiques, en particulier dans les pays les plus pauvres qui se heurtent à l'ampleur des coûts liés à leur dette, ce qui réduit la marge de manoeuvre pour les investissements prioritaires », a souligné Pierre-Olivier Gourinchas. Ce dernier estime de façon diplomatique que les Etats doivent « procéder à un rééquilibrage budgétaire crédible à moyen terme ». Il est vrai que le recours à la dette coûte de plus en plus cher, même pour les pays développés, ce qui entame les capacités budgétaires. Et, selon lui, « la poli-

tique monétaire doit rester restrictive ». Les taux paraissent donc appelés à être élevés longtemps. « La guerre contre l'inflation n'est pas encore gagnée », insiste d'ailleurs un proche de la BCE. Pourtant, des facteurs pointent aussi dans le sens contraire. D'abord, l'inflation recule un peu partout dans le monde en raison de la chute des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Ensuite, « il semble qu'il n'existe pas dans les pays avancés de spirale prix-salaires », selon le FMI. Enfin, les anticipations d'inflation de la part des entreprises et des ménages restent proches de 2 % à long terme, ce qui est un des buts recherchés par les banques centrales.

source : Les Echos

## Pourquoi les banques ne peuvent plus ignorer le risque climat

Par Michel Galibert

Malgré l'évidence du changement climatique, de nombreuses entreprises hésitent encore à engager leur transition vers une économie bas carbone. Elles savent que ce retard peut nuire à leur image. C'est souvent le seul risque qu'elles perçoivent. Pourtant, ces entreprises courent un risque sans doute plus grave : celui de voir leurs financements bancaires coûter plus cher, voire de ne plus les obtenir. Pourquoi les entreprises peu engagées sur l'environnement paieraient-elles plus cher leur crédit bancaire ? Parce que le changement climatique fait peser un risque financier sur les entreprises et qu'un nombre croissant d'institutions financières mesurent ce risque et le répercutent sur les taux proposés. La littérature distingue trois types de risques financiers liés au changement climatique : le risque physique, le risque de transition, et le risque de responsabilité. Le risque physique englobe les conséquences des aléas climatiques, qui deviennent plus fréquents. Les conséquences financières de ces événements peuvent être directes ou indirectes. Le risque de transition désigne les coûts que pourrait représenter le passage à un modèle économique bas carbone, que ce passage soit désiré grâce à un investissement proactif dans de nouvelles technologies « vertes », ou subi. Le risque de

responsabilité s'intéresse aux poursuites judiciaires qui seraient intentées contre les entreprises qui dégradent l'environnement ou ne se conforment pas à des règles environnementales. Les récentes assignations en justice au titre de la loi sur le devoir de vigilance en sont le parfait exemple. Ces risques climatiques, lorsqu'ils se concrétisent, Mailys Glaize pour « Les Echos » dernier représentait un milliard d'euros en 2021. La demande mondiale pourrait être multipliée par 15 d'ici à 2030, et par 100 d'ici à 2050. Malgré ces enjeux majeurs, et en dépit de l'objectif ambitieux de neutralité carbone à l'horizon 2050, l'Etat peine à se saisir du sujet. Si les sanctions pénales relevant du greenwashing (allégations environnementales susceptibles de constituer une pratique commerciale trompeuse), ont été renforcées en 2021, l'Etat n'a pas adopté de cadre juridique pour la compensation carbone volontaire. Les certificateurs et intermédiaires en tout genre promettent l'atteinte d'objectifs irréalistes. Les entreprises pensent bien faire sans certitude. Les référentiels d'évaluation des projets, utilisés par les organismes de certifications, ne font l'objet d'aucune homologation. Chaque référentiel peut pourtant conduire à des résultats très différents pour un même projet, ce que la récente enquête concrétisent, peuvent coûter des sommes significatives aux entreprises, jusqu'à menacer leur solvabilité. Comme le dérèglement climatique me-

nace de façon croissante la santé financière de l'ensemble du tissu économique, les banques intègrent le risque climatique à leur analyse crédit. Cette intégration deviendra prégnante à mesure que le nombre d'entreprises fragilisées à cause du changement climatique s'accroîtra. L'éveil des banques au risque climatique n'a pas été spontané. Il est en partie le résultat de la pression de deux acteurs : les ONG et les banques centrales. S'il ne surprend personne que les ONG s'intéressent au sujet, l'engagement des banques centrales peut paraître plus étonnant. La BCE a publié un guide à destination des banques, dans lequel elle explique comment évaluer le risque climatique, par exemple dans leur processus d'octroi de crédit. En novembre 2022, constatant que les banques sous-estimaient encore le risque climatique, la BCE leur a donné un ultimatum, pour qu'elles intègrent pleinement ces risques fin 2024. Une étude de juillet 2022 révélait que seules 20 % des banques de la zone euro intégraient le risque climatique comme une variable lors de l'octroi de crédit. La Banque de France est aussi à la pointe de ce travail. Son gouverneur a annoncé qu'à partir de 2024, la cotation qu'elle fournit afin d'évaluer la santé financière des entreprises françaises prendra en compte des critères environnementaux. L'évolution de cette cotation, très utilisée par les banques de la place, influencera

nécessairement leurs critères en matière d'octroi de crédit. Ce changement d'analyse est encore mal compris par les entreprises. L'Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise (Amrae) interroge depuis deux ans des gestionnaires de risque sur leur perception du risque climatique. Certains risques sont bien identifiés : près de 100 % des gestionnaires de risque comprennent que le dérèglement climatique crée un risque d'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie. Mais la difficulté à obtenir des financements figure à la dernière place des risques identifiés par les répondants : 45 % des gestionnaires interrogés disent que ce risque est « non identifié » dans leur entreprise. Pourtant, les banques ont déjà commencé à se transformer. La transition écologique a un coût : elle demande des investissements et des changements organisationnels sans doute plus conséquents que ceux de la transition numérique. Toutes les entreprises ont intérêt à initier ce chantier le plus tôt possible pour l'amortir dans la durée. La mesure du risque étant leur coeur de métier, nul doute que les banques feront payer de plus en plus cher l'immobilité face au changement climatique. Michel Galibert est cofondateur et le directeur d'exploitation de Memo Bank.

Source : Les Echos

LIBAN

Le blocage de la réforme financière met en danger les perspectives de reprise

Le Premier ministre par intérim affirme que l'impasse politique empêche l'adoption d'une législation visant à lutter contre les crises économiques Le Premier ministre par intérim du Liban, Najib Mikati, a déclaré que l'incapacité du Parlement à adopter les lois financières nécessaires à la reprise du pays compromettrait les perspectives. Cela s'est produit après qu'une session du Parlement libanais consacrée au contrôle des capitaux ait été reportée faute de quorum. L'impasse entre les partis politiques concernant l'élection d'un président a contribué à paralyser le processus politique. "Cela fait quatre ans que la crise a commencé et aucun projet de réforme financière n'a été approuvé jusqu'à présent", a déclaré jeudi M. Mikati. Une nouvelle législation sur le contrôle des capitaux – qui limite les flux de capitaux étrangers entrant et sortant du pays – est une condition préalable à un accord du Fonds monétaire international visant à débloquer des milliards de dollars de prêts. Cet argent est nécessaire pour aider le pays à sortir de la crise économique qui a débuté en 2019. La crise a entraîné une dévaluation de la monnaie de plus de 98 pour cent et des pertes dans le secteur financier de plus de 70 milliards de dollars, laissant le système bancaire paralysé et les déposants incapables d'accéder à leur épargne. On estime que 80 pour cent des Libanais vivent désormais dans la pauvreté, dont 36 pour cent en dessous du seuil d'extrême pauvreté, a déclaré l'UE en mars. Parmi les autres réformes requises figurent une restructuration du secteur bancaire, qui pourrait revitaliser les banques en difficulté tout en éliminant celles qui sont insolvables, dans le cadre d'un effort visant à restaurer la confiance dans le secteur. Les réformes font également partie de la feuille de route définie par le nouveau gouverneur par intérim de la Banque du Liban, Wassim Mansouri, comme condition pour que la banque centrale puisse prêter à l'État. Malgré l'urgence de la situation, la classe dirigeante libanaise n'a pas été en mesure de mettre en œuvre les réformes requises. « Tous ces problèmes nécessitent des solutions immédiates. Si ces problèmes ne sont pas résolus et si le Parlement ne se réunit pas pour élaborer une sorte de paquet unique à décider, il n'y aura pas de stabilité économique dans le pays », a déclaré M. Mikati. Il a déclaré qu'une session parlementaire spécifique devrait être convoquée, au cours de laquelle un ensemble de lois tant attendues visant à restructurer le secteur financier et à restructurer les banques devrait être adopté.

SÉCURITÉ ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE TUNISIE

Une inflation à deux chiffres menace...

Pour la Tunisie, une grande partie des besoins annuels est assurée par les importations et le taux de dépendance à l'égard des céréales importées est de 33% pour le blé dur, plus de 85,3% pour le blé tendre et 71,3% pour l'orge, soit un taux moyen de 63,33% pour le total des céréales. Le secteur céréalier demeure donc un secteur fragile et très dépendant du marché mondial.

Après la crise de 2008, la pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine, la sécurité alimentaire présente, aujourd'hui, l'un des défis immédiats les plus importants auxquels sont confrontés plusieurs pays dont la Tunisie. Face à une telle situation, les acteurs publics et privés du pays et de la région arabe et africaine d'une manière générale sont appelés à reconsidérer les choix et les politiques en relation avec ces notions de sécurité et de souveraineté alimentaires en vue de la mise en œuvre effective du droit fondamental à l'alimentation. C'est dans cette optique que le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (Ftdes) vient de réaliser une étude qui vise à présenter les concepts de droit à l'alimentation, de sécurité et de souveraineté alimentaires et de leurs implications et des défis que la Tunisie se doit de relever dans ces domaines et particulièrement dans le contexte mondial actuel.

Un déficit chronique de production

Les auteurs de cette étude — baptisée "La sécurité et la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation en Tunisie" —, Dr Azzam Mahjoub et M. Mohamed Mondher Belghith, n'ont pas manqué de rappeler qu'après le Covid-19, qui a eu des répercussions économiques, financières et commerciales manifestes à l'échelle mondiale et sur la Tunisie, la guerre en Ukraine est venue aggraver ces conséquences, parfois désastreuses, particulièrement sur la

situation des systèmes alimentaires des pays les plus exposés à la dépendance alimentaire. Considérés parmi les principaux producteurs et exportateurs de céréales, l'Ukraine et la Russie représentent 30% des exportations du blé dans le monde, alors que le conflit en cours — dont la durée est inconnue — a entraîné des perturbations au niveau de la production et du commerce de ces denrées avec la baisse des quantités échangées et la hausse des prix. "Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), la guerre en Ukraine va amener la crise alimentaire mondiale à des niveaux jamais vus auparavant... Dans certains pays, le stock de céréales ne tient que quelques mois en attendant les nouvelles récoltes locales. Le risque de la crise alimentaire aiguë dans nombre de pays fortement importateurs n'est donc pas négligeable", souligne le document. Pour la Tunisie qui ne produit qu'environ 50 % de ses besoins en blé, le pays importe à hauteur de 60% de sa consommation en blé auprès de ces deux pays en guerre, et en particulier de l'Ukraine puisque 45 à 50 % de ses importations viennent de ce pays. Ces chiffres varient d'année en année selon les récoltes locales. Selon l'Office public des céréales, sur 1.740.000 t de blé importées, 984.016 t venaient d'Ukraine. Les importations céréalières représentent à elles seules plus de 51% des importations alimentaires du pays, selon une analyse de la filière céréalière en Tunisie, effectuée par l'Organisation des Nations unies pour l'ali-

mentation et l'agriculture (FAO). Par ailleurs, d'après cette même source (FAO), chaque année, un Tunisien consomme 74 kg de pain, alors que le pays, bien que producteur de céréales, souffre d'un déficit chronique de production. "Bien que la céréaliculture occupe près de 33% de la superficie agricole utile (SAU) et mobilise 250.000 exploitations agricoles en Tunisie, la production demeure fluctuante et le pays souffre d'un déficit chronique de l'ordre de 50% en moyenne par rapport aux besoins d'une population en croissance continue... En conséquence, la majorité des besoins annuels est assurée par les importations et le taux de dépendance à l'égard des céréales importées est de 33% pour le blé dur, plus de 85,3% pour le blé tendre et 71,3% pour l'orge, soit un taux moyen de 63,33% pour le total des céréales. Le secteur céréalier demeure donc, en Tunisie, un secteur fragile et très dépendant du marché mondial", précise encore le document.

Une inflation à deux chiffres

Dans son cinquième chapitre, l'étude s'est focalisée sur le problème de l'inflation des prix des denrées alimentaires et l'accroissement des vulnérabilités sociales, étant donné que le pouvoir d'achat est, sans aucun doute, un des éléments essentiels qui déterminent la sécurité et la souveraineté alimentaires.

LA JORDANIE A ACCUEILLI 3 MILLIONS DE TOURISTES EN 2023

Une augmentation de 50 % par rapport à 2022

Le secteur du tourisme jordanien a enregistré une augmentation de 50% des entrées de touristes, avec trois millions de visiteurs entre janvier et juillet par rapport à la même période l'année dernière, selon les dernières données du gouvernement. «Le Royaume a accueilli plus de trois millions

de touristes au cours des sept premiers mois de l'année 2023, enregistrant ainsi une augmentation de plus de 50%, tandis que les revenus du tourisme ont augmenté de près de 60% par rapport à la même période l'année dernière», a déclaré le ministre jordanien des Communications gouvernementales, Faisal

Shboul. Le ministre, qui est également le porte-parole officiel du gouvernement, a annoncé ces chiffres lors de la deuxième conférence annuelle qui avait pour titre «Le rôle des médias pour accroître le développement durable dans le secteur touristique».

EGYPTE-ARABIE SAOUDITE

Vers le renforcement de la collaboration dans le domaine de l'économie numérique

L'Egypte mise sur la coopération internationale pour accélérer la réalisation sa stratégie de transformation numérique dénommée « Digital Egypt 2030 ». Le pays a récemment signé des accords portant sur les TIC et Télécoms avec l'Algérie, les Etats-Unis, la Palestine, la Somalie, la Roumanie... L'Egypte et l'Arabie saoudite souhaitent renforcer leur collaboration bilatérale dans le domaine de l'économie numérique. La question a fait l'objet de discussions entre Abdullah Al-Swaha, ministre

saoudien des Communications et des Technologies de l'information, et son homologue égyptien Amr Talaat, en marge de la réunion ministérielle du G20 sur l'économie numérique, en Inde. Selon l'Agence de presse saoudienne (SPA), les discussions ont porté sur des projets stratégiques visant à promouvoir la jeunesse, les femmes et l'esprit d'entreprise. L'accent a été mis sur l'importance de renforcer la coopération bilatérale dans des domaines critiques tels que les infrastructures de communication et les câbles sous-marins.

La signature de ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre des actions engagées par le gouvernement égyptien pour réaliser sa stratégie de transformation numérique dénommée « Digital Egypt 2030 ». Le Caire veut développer son secteur des TIC et moderniser l'infrastructure télécoms nationale afin de faire du numérique le moteur du développement socioéconomique du pays. Des accords de partenariats similaires ont récemment été signés avec l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, entre autres.

SUPPRIMER LES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE ?

«Plus facile à dire qu'à faire»

Le rapport recommande aux pays africains désireux de réformer leurs systèmes de subventions aux produits énergétiques de lancer des campagnes de sensibilisation impliquant les principaux acteurs concernés et de prendre des mesures de compensation pour protéger les couches les plus vulnérables de la société.

En Afrique plus qu'ailleurs, la suppression des subventions énergétiques nécessite l'adoption d'une démarche progressive qui s'appuie notamment sur la mise en place de filets de protection sociale destinés à atténuer l'impact de la réforme sur les populations les plus pauvres et le lancement de campagnes de sensibilisation efficaces, selon un rapport publié le 18 juillet par Ecofin Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « Supprimer les subventions énergétiques en Afrique... plus facile à dire qu'à faire », le rapport précise que les subventions énergétiques représentent environ 1,4% du PIB de l'Afrique subsaharienne et sont généralement des subventions à la consommation. En termes de parts du PIB, ces subventions figurent parmi les plus élevées à l'échelle mondiale, même si elles diffèrent selon les pays : 10% du PIB en Egypte, 6% en Algérie, 7% en Libye, 3% en Angola et 1% au Nigeria. Bien qu'elle soit au cœur des débats depuis plusieurs décennies, la question de la réforme des subventions se pose avec acuité ces derniers temps, en raison des difficultés économiques que connaît le continent africain depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19 dont les effets négatifs se sont mêlés à ceux de la guerre en Ukraine. Pour faire face à la pénurie de financements consécutive à ces deux chocs exogènes, de nombreux pays africains

ont été obligés de se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, deux institutions financières multilatérales qui font de la suppression des subventions une condition cruciale pour décaisser leur aide. Mais ces subventions constituent souvent un instrument de politique économique et un mécanisme de protection sociale difficile à supprimer en Afrique. Elles permettent en effet de renforcer la compétitivité économique des entreprises et le développement de certaines activités.

Les subventions profitent davantage aux riches

Dans le secteur de l'électricité par exemple, les subventions permettent de maintenir les coûts de production intérieurs à un niveau intéressant par rapport aux produits importés, offrant ainsi des avantages visibles à une part importante de la population. Elles permettent également de protéger les économies contre les brusques augmentations des prix et d'étendre l'accès de la population à des sources d'énergie. Les subventions sont notamment courantes les pays exportateurs de pétrole, car ceux-ci disposent des ressources nécessaires pour les mettre en place. Mais surtout, elles permettent de contenter une population qui estime devoir profiter des ressources énergétiques à des prix inférieurs à ceux du marché, car vivant dans un pays producteur d'or noir.

Le rapport élaboré par notre confrère Moutiou Adjibi Nourou note cependant que les subventions énergétiques à la consommation bénéficient davantage aux plus riches, ce qui contraste avec leur but qui est de protéger le pouvoir d'achat des plus pauvres. Cela tient au fait qu'il s'agit de subventions universelles (perçues par unité de carburant ou de consommation d'électricité, indépendamment du niveau de revenu des consommateurs, NDLR) qui créent des inégalités dans la mesure où les ménages aisés consomment davantage que les ménages moins nantis. En Afrique subsaharienne, les études montrent que les ménages les plus riches profiteraient d'environ 45% des subventions sur les carburants, tandis que les segments les plus pauvres de la population ne bénéficient que d'environ 20% de ces subventions. De plus, les subventions peuvent avoir des effets néfastes sur l'offre d'énergie. Lorsque les compagnies énergétiques sont contraintes de vendre à des prix inférieurs à leurs coûts opérationnels, elles ne parviennent plus à assurer la maintenance et à engager de nouveaux investissements.

Des conséquences négatives sur les plus démunis

Le rapport souligne d'autre part que les subventions aux produits énergétiques assèchent les ressources budgétaires, et se font au détriment d'autres priorités de développement. D'après la Banque

mondiale, les fonds alloués aux subventions énergétiques au Nigeria sont passés de 1,1% des recettes totales en 2020 à 32,4% en 2022, soit plus que le budget alloué à la santé, à l'éducation et à la protection sociale combinées. L'Angola a de son côté dépensé 2,3 milliards de dollars en subventions en 2022, soit plus de 40% de ce que ce pays membre de l'OPEP a consacré aux programmes sociaux. La Banque mondiale s'attend dans ce cadre à ce que l'État nigérian économise 11 000 milliards de nairas (15 milliards de dollars), grâce à la récente suppression des subventions sur le carburant. Une suppression brutale des subventions pourrait cependant saper les avancées réalisées en matière de lutte contre la pauvreté en Afrique. Selon le FMI, une augmentation de 0,25 dollar par litre de carburant en Afrique subsaharienne entraînerait en moyenne une baisse de 5,7% du revenu réel des 40% des ménages les plus pauvres. Plus de la moitié de cette perte de pouvoir d'achat serait indirecte, résultant de l'impact du renchérissement des prix des carburants sur le coût des aliments et des transports. Et c'est pour cette raison d'ailleurs que plusieurs pays africains ont déjà annoncé la suppression des subventions par le passé, avant de se résigner à les réintroduire après une hausse des prix du carburant et une grogne sociale grandissante.

Source : Ecofin

GHANA

Atlantic veut alimenter en feldspath le secteur de la céramique avec sa future mine de lithium

Ewoyaa est en passe de devenir la première mine de lithium du Ghana, avec des recettes supérieures à 6 milliards de dollars attendues sur 12 ans. En attendant la mise en service, son propriétaire Atlantic Lithium évalue d'autres options pour accroître les revenus du projet. Au Ghana, Atlantic Lithium a annoncé la semaine dernière la conclusion d'un protocole d'accord avec l'Université des Mines et de la Technologie de Tarkwa en vue d'une étude de faisabilité sur la production de feldspath à partir de la future mine de lithium d'Ewoyaa. Il s'agit d'un minéral utilisé dans la production de porcelaine et de céramique. Ce centre d'excellence ghanéen, dédié à la formation des professionnels miniers et pétroliers notamment, aura la charge de déterminer l'état du marché du feldspath frais et du kaolin dans le pays et dans la sous-région. La faisabilité technique du traitement du feldspath au Ghana, l'analyse des risques et l'identification de mesures d'atténuation de ces derniers, ainsi qu'un modèle financier sur les coûts et revenus attendus pour le projet, seront également évalués. Les résultats de cette étude de faisabilité permettront à Atlantic Lithium de prendre une décision sur la production du feldspath comme sous-produit du concentré de spodumène de son usine de lithium à Ewoyaa. Si les conditions nécessaires sont réunies, la compagnie pourrait approvisionner le marché national de la céramique au Ghana. « Nous espérons contribuer à revigorer le marché ghanéen de la céramique grâce à l'approvisionnement à long terme en feldspath d'Ewoyaa, en stimulant la création de nouveaux emplois et le développement d'entreprises associées dans l'industrie au cours du processus », a commenté Keith Muller, DG d'Atlantic Lithium. Pour rappel, Ewoyaa devrait devenir la première mine de lithium du Ghana d'ici 2025, avec la production de 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans. L'étude de faisabilité définitive qui a fourni ces chiffres, table sur des revenus d'environ 6,6 milliards de dollars.

COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

Le commerce intra-régional a atteint un record de 10,9 milliards \$ en 2022

La hausse des échanges commerciaux entre les sept pays membres de l'EAC s'explique essentiellement par la poursuite de la suppression des barrières non tarifaires, l'harmonisation des normes de produits et l'admission de la RD Congo au sein du bloc régional. Les échanges commerciaux entre les pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont atteint un record de 10,9 milliards de dollars en 2022, a annoncé le secrétaire général de l'orga-

nisation, Peter Mathuki, le 16 août dernier. Ce montant représente une augmentation de 12,1% par rapport à celui enregistré en 2021. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Mathuki a expliqué la hausse du commerce intra-régional par la poursuite de la suppression des barrières non tarifaires, l'harmonisation des normes de produits et l'admission de la RD Congo au sein du bloc régional en mars 2022.

Il a également indiqué que les échanges commerciaux entre les Etats membres du bloc ont le potentiel de représenter 40% du total du commerce de la région, contre 15% seulement en 2022. La Communauté d'Afrique de l'Est, dont le siège se trouve à Arusha, en Tanzanie, compte sept membres : Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Soudan du Sud, Ouganda et RD Congo. Ce bloc régional, qui couvre une superficie d'environ 4,8 millions de km2, représente un marché de

300 millions de consommateurs et dispose d'importantes ressources naturelles. L'EAC est l'une des communautés économiques régionales les plus intégrées en Afrique. Il s'agit d'une union douanière, la plupart des biens et services étant échangés en franchise de droits entre les Etats membres et disposant d'un tarif extérieur commun avec les pays tiers. En tant que marché commun, les personnes, les biens, les services et les capitaux peuvent y circuler librement.

POINT-MARCHÉS

La Bourse de Tokyo tirée par la tech, Hong Kong rebondit

La Bourse de Tokyo a progressé mardi, portée par ses valeurs technologiques dans la foulée des gains notables du Nasdaq la veille à Wall Street, tandis que Hong Kong rebondissait après deux séances de forte baisse.

L'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes japonaises a gagné 0,92% à 31.856,71 points et l'indice élargi Topix a pris 1,08% à 2.265,71 points. La tech américaine a été propulsée lundi par la perspective de bons résultats qui pourraient être annoncés mercredi par le fabricant de puces Nvidia, lui-même porté par le développement de l'intelligence artificielle. À la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng remontait un peu la pente (+1,32% vers 06H40 GMT) après avoir atteint la veille un plus bas depuis novembre 2022, sur fond d'inquiétude sur l'économie chi-

noise et de déception par rapport aux mesures de soutien annoncées jusque-là par l'État.

Arm prépare son IPO

Le fabricant britannique de microprocesseurs Arm, filiale du japonais SoftBank Group (+1,4% à 6.660 yens), a annoncé lundi avoir déposé auprès du gendarme de la Bourse américaine (SEC) les documents préliminaires en vue de son introduction en Bourse à Wall Street, sans encore préciser ni calendrier ni fourchette de prix.

Selon des informations publiées en fin de semaine dernière par le Wall Street Journal, SoftBank Group aurait récemment racheté pour quelque 16 milliards de dollars les 25% de Arm qui étaient détenus par son unité Vision Fund, ce qui valoriserait Arm à plus de 64 milliards de dollars - soit environ le double du prix de son acquisition en 2016 par le groupe japonais. Il devrait s'agir de la plus importante introduction en Bourse de l'année.

Le yen s'appréciait par rapport au dollar, qui valait 145,91 yens vers 06H50 GMT contre 146,22 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie japonaise était quasi stable face à l'euro, qui s'échangeait pour 159,26 yens contre 159,32 yens la veille. L'euro grimpait à 1,0915 dollar contre 1,0896 dollar lundi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole évoluait en ordre dispersé: vers 06H30 GMT le baril américain de WTI gagnait 0,21% à 80,89 dollars mais le baril de Brent de la mer du Nord était proche de l'équilibre (-0,08% à 84,39 dollars).

L'euro monte face au dollar

La Bourse de Paris s'approche des 7300pts, les taux culminent toujours

La bourse de Paris gagne près de 1% ce matin, autour des 7265 points, notamment tirée par STMicro (+2,4%) et EssilorLuxottica (+1,9%). Les volumes d'échanges et les variations devraient rester limitées ce mardi en l'absence d'événements économiques majeurs et de résultats d'entreprises de premier plan. Les intervenants, en position d'attente, sont à la recherche du prochain élément susceptible de faire remonter les indices, ou au contraire alimenter le climat de prudence des dernières semaines. Avec le symposium de Jackson Hole, qui débutera jeudi, les investisseurs espèrent une amélioration du sentiment général qui leur permettrait de rompre avec la phase d'aversion au risque qui a récemment secoué les marchés. Autre rendez-vous très attendu, la publication, demain soir, des résultats trimestriels du concepteur de puces américain Nvidia permettra de savoir si l'engouement des marchés pour l'IA reste entier. L'agenda macroéconomique

s'annonce en revanche relativement mince aujourd'hui, avec tout de même la publication avant l'ouverture de Wall Street des ventes de logements anciens aux Etats-Unis, qui permettra d'évaluer la santé du marché américain de l'immobilier. Sur le compartiment obligatoire, les anticipations de hausses de taux ne montrent aucun signe d'apaisement à l'approche de la réunion de Jackson Hole, avec des rendements au zénith sur l'ensemble de la courbe. Le rendement des Treasuries à 10 ans campe au-delà des 4,30%. Le rendement du Bund à dix ans, taux de référence de la zone euro, retrace ses pires niveaux du mois de février, vers 2,67%. 'Le marché monétaire prévoit que les taux d'intérêt aux Etats-Unis vont rester pendant une grande partie de l'année 2024 au-dessus de 5%, ce qui soutient le dollar (absence de perspective de récession, donc aucune baisse des taux à venir)', expliquent les équipes de DeftHedge. Le billet vert faiblit un peu face à l'euro, qui remonte

vers 1,0920\$/euro, les cambistes se résignant à attendre un signal des banquiers centraux à deux jours de l'ouverture de Jackson Hole. Dans l'actualité des sociétés tricolores, TotalEnergies indique avoir signé un accord avec CapeOmega Carbon Storage, pour lui racheter sa participation de 40% dans le permis d'exploration ExL004 pour du stockage de CO2 (projet Luna), en Mer du Nord norvégienne. Ubisoft annonce une transaction lui octroyant les droits de 'cloud streaming' pour Call of Duty et tous les autres titres d'Activision Blizzard à sortir au cours des 15 prochaines années, une fois que l'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft aura été finalisée. Enfin, Orpea annonce un tirage de 200 millions d'euros au titre du financement 'new money', consenti par ses principaux partenaires bancaires, un montant qui correspond à la totalité du Crédit D1B et qui fait suite à un premier tirage de même montant le 2 juin (Crédit D1A).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 21 Août 2023 |         |                     |                                                                                       |             |             |
|-------------------------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Valeur : 23 Août 2023   |         |                     |                                                                                       |             |             |
| BASE                    | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                       | USD     | US DOLLAR           |  | 136.1418    | 136.1568    |
| 1                       | EUR     | EURO                |  | 148.1903    | 148.2611    |
| 1                       | GBP     | POUND STERLING      |  | 173.4511    | 173.5145    |
| 100                     | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 93.6262     | 93.6558     |
| 1                       | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.6317     | 18.6363     |
| 1                       | CHF     | SWISS FRANC         |  | 154.7242    | 154.8116    |
| 1                       | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 100.5553    | 100.5961    |
| 1                       | DKK     | DANISH KRONE        |  | 19.8887     | 19.8923     |
| 1                       | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 12.4103     | 12.4157     |
| 1                       | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.8456     | 12.8516     |
| 1                       | AED     | UAE DIRHAM          |  | 37.0615     | 37.0757     |
| 1                       | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 36.2977     | 36.3075     |
| 1                       | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 441.8754    | 442.0675    |
| 1                       | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 43.5359     | 43.9735     |
| 1                       | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.6292     | 13.6307     |
| 1                       | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 28.1704     | 28.3147     |
| 1                       | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5997      | 3.6001      |
| 1                       | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 181.0616    | 181.0616    |

ETATS-UNIS

Le dollar perd de son éclat alors que l'appétit pour le risque rebondit pour l'instant

Le dollar s'est éloigné de ses récents sommets de 10 points mardi, alors que l'appétit mondial pour le risque, pénalisé par la hausse des rendements des obligations d'État américaines et l'affaiblissement de l'économie chinoise, a amorcé un rebond. La hausse des rendements des obligations du Trésor américain, dont les rendements de référence à 10 ans ont atteint leur plus haut niveau depuis 16 ans mardi, et le malaise de la Chine ont stimulé le dollar ces dernières semaines. "Nous assistons à une pause", a déclaré Fiona Cincotta, analyste principal des marchés chez City Index, à Londres. "Nous avons eu une forte hausse du dollar et l'humeur est à l'optimisme prudent aujourd'hui" L'indice du dollar américain - qui mesure la monnaie par rapport à six contreparties des marchés développés, était en baisse de 0,25 % à 103,06, en dessous des plus

hauts de 10 semaines de vendredi à 103,68. Néanmoins, il est en hausse d'un peu plus de 1% depuis le début du mois d'août. Le dollar a glissé de 0,3% à 145,79 yens, s'éloignant des pics de neuf mois du mois dernier après que le gouverneur de la Banque du Japon Kazuo Ueda ait rencontré le premier ministre, bien qu'il ait déclaré que la volatilité du taux directeur n'a pas été discutée. Les mouvements globaux du dollar de-

vraient être limités avant le prochain discours du président de la Réserve fédérale Jerome Powell lors du symposium de la banque centrale de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming. "Beaucoup de choses dépendent de ce que Powell dira sur la question de savoir si les taux resteront plus longtemps élevés", a déclaré M. Cincotta, faisant référence aux perspectives du dollar. Le billet vert a également été sous pression face aux devises européennes alors

que les échanges londoniens commençaient. L'euro s'est raffermi d'un tiers de pour cent, la livre sterling était également en hausse d'environ 0,3%. Le yuan chinois a trouvé un répit et a brièvement atteint son plus haut niveau en une semaine par rapport au dollar, les efforts de Pékin pour ralentir son déclin ayant gagné du terrain, bien que la pression exercée par la hausse rapide des rendements américains et les inquiétudes concernant l'économie continuent de peser sur la monnaie. La banque centrale chinoise a fixé le point médian du yuan à 7,1992 pour un dollar mardi, soit 1105 pips de plus que l'estimation de Reuters, tentant de maintenir un plancher sous la monnaie après sa chute à un plus bas de 9 mois et demi de 7,349 dans les échanges offshore la semaine dernière.

ETATS-UNIS/BUDGET 2024

# Le coup de gueule des patrons

Alors qu'il prépare son projet de loi de finances 2024, le gouvernement cherche à faire 15 milliards d'euros d'économies sans augmenter les impôts. Toutes les dépenses sont passées au peigne fin à la fois pour les ménages et les entreprises. Pour ces dernières, toutes les options sont à l'étude, comme les réductions de niches fiscales ou les augmentations des taxes.

Les entreprises sont clairement dans le viseur du projet de loi de Finances 2024. « Chaque année, nous sommes un peu sous pression à cette époque, fait valoir François Asselin, le patron de la CPME, qui représente les petites entreprises. Mais, là, clairement, ça se resserre ». Les réunions et échanges qu'il entretient avec l'exécutif l'amène à cette conclusion : « oui, c'est un peu moins business friendly... ». Même son de cloche du côté du Medef où son président Patrick Martin, élu en juillet dernier pour succéder à Geoffroy Roux de Bézieux, ne cache pas son inquiétude. Alors qu'il prépare sa rentrée le 28 août prochain, lors de la Rencontre des Entrepreneurs de France (REF), le chef d'entreprise sait qu'il va devoir ferrailler sur de nombreux fronts. Et pour cause : en quête d'économies pour assainir les finances publiques et limiter l'endettement du pays, le gouvernement promet de multiplier les coupes. Il étudie le report ou le gel de plusieurs mesures fiscales.

## Premier coup de canif : les impôts de production

La première déception patronale concerne une promesse faite au printemps. Elle concerne un sujet cher au monde des entreprises : les impôts de production. La fameuse CVAE, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises, ne sera pas supprimée comme promis par le gouvernement dès cette année, en 2024. « Il va y avoir un étalement sur plusieurs années », regrette François Asselin. Selon plusieurs sources, cet étalement se ferait sur 4 ans. Incompréhensible pour le Medef, qui souligne que même si la CVAE représente facialement 4 milliards et demi d'euros, cela n'est que 0,4% de la dépense publique. « C'est faire offense aux chefs d'entreprise. Le gouvernement ne peut-il pas

trouver l'argent ailleurs et tenir son engagement ? », s'interroge Patrick Martin. De quoi compromettre, selon les entrepreneurs, la réindustrialisation du pays tant vantée par l'exécutif. Au début de l'été, le METI, le mouvement qui représente les entreprises de taille intermédiaire, était lui aussi monté au créneau sur ce sujet. Craignant également pour la compétitivité des entreprises. Pour le Medef, ce report est un mauvais signal à un moment où l'activité ralentit. « On s'inquiète de voir le vent tourner, et on se pose la question du maintien de la politique de l'offre », explique Patrick Martin à la Tribune. Car au-delà de la CVAE elle-même, le monde des affaires s'inquiète d'un changement de pied de l'exécutif. « Nous étions ces dernières années dans une forme de respect des engagements annoncés, il ne faudrait pas que cela change, et qu'on revienne comme sous le quinquennat Hollande, à un zig zag fiscal », plaide un membre influent du Medef.

## Les arrêts maladie : les entreprises appelées à participer

Mais cet été, les représentants patronaux ont aussi été sondés sur un autre sujet : la lutte contre les arrêts maladie dits de complaisance. Le gouvernement estime qu'il y a trop d'abus en la matière et envisage pour les limiter -outre le renforcement des contrôles-, de demander aux entreprises de mettre la main à la poche en prenant en charge quelques journées d'indemnités journalières. De quoi là aussi faire bondir les employeurs. « Cette idée, c'est un coût direct en plus pour les entreprises, et une manière peu élégante de leur refiler la patate chaude », tacle François Asselin. Pour le représentant des TPE et PME, le sujet des arrêts maladies concerne aussi les salariés ou encore les soignants. « Il faut responsabiliser tout le monde, il n'y a pas de raison que seules les entreprises paient »,

## CHINE

# La baisse des taux, un geste de relance jugé encore trop timide

Les difficultés des géants de l'immobilier inquiètent les marchés. La Chine a annoncé ce lundi une nouvelle baisse de ses taux directeurs pour tenter de dynamiser son économie qui s'essouffle et inquiète à travers le monde. Le taux préférentiel de prêt à un an, dit LPR, a ainsi diminué de 3,55% à 3,45%. L'objectif de la banque centrale chinoise vise à soutenir la demande de crédit des particuliers ou entreprises et donc l'activité. Le geste a déçu. Les économistes sondés par l'agence Bloomberg tablaient sur une baisse de 15 points et a minima sur au moins deux

taux quand un seul a été modifié. Dans l'empire du Milieu, les taux atteignent cependant un niveau historiquement bas. Conséquence de ces annonces, les actions chinoises de grandes entreprises cotées ont légèrement dévisé, à leurs niveaux le plus bas depuis neuf mois. Le yuan a perdu également 0,22% face au dollar dans la matinée malgré les efforts de la banque populaire de Chine (BPC). La semaine dernière, les banques chinoises auraient vendu près de 2 milliards de dollars pour soutenir le yuan, rapporte Bloomberg. Cette baisse de taux intervient dans un

## NORVÈGE

# La croissance au point mort au deuxième trimestre

L'économie norvégienne a fait du surplace au deuxième trimestre, selon des statistiques officielles publiées mardi, présage bienvenu, selon des économistes, d'un atterrissage en douceur. Après +0,2% au premier trimes-

tre, le Produit intérieur brut (PIB) a affiché une croissance nulle sur la période courant d'avril à juin, a indiqué l'institut norvégien des statistiques SSB. Il s'agit là des chiffres du PIB dit «continental», indicateur préféré en Norvège car il exclut les fortes

variations cycliques liées au transport maritime et aux hydrocarbures, dont le pays est le principal exportateur en Europe de l'Ouest. Les économistes consultés par Bloomberg tablaient sur une croissance trimestrielle de 0,1%. «La croissance s'est aplatie

au premier semestre 2023», a commenté Pål Sletten, statisticien chez SSB. «La forte augmentation des prix et la hausse des taux d'intérêts ont réduit le pouvoir d'achat, ce qui a pesé sur la demande».

assure-t-il. Et d'avancer une proposition pour une plus grande équité entre les secteurs privé et public : « Pourquoi ne pas ajouter des jours de carence d'ordre public ?... certes, ce serait politiquement difficile à faire passer, mais plus juste », reconnaît François Asselin.

## Hausses des taxes dans certains secteurs

A ces mesures transverses, s'ajoutent des mesures ciblées qui promettent d'handicaper des secteurs entiers. Ainsi, selon la Fédération du bâtiment, le logement et l'immobilier, déjà à la peine avec la hausse des taux d'intérêt, risquent d'être encore pénalisés avec la fin du dispositif Pinel, qui permet de faire de l'investissement tout en défiscalisant. L'arrêt de cette niche fiscale sera inscrit dans le projet de loi de finances 2024. Autre exemple, la baisse de l'avantage fiscal sur le gazole non routier pour le BTP et l'agriculture. Cette piste reste sur la table. Elle s'inscrit dans la volonté du gouvernement de verdir l'économie. Cet objectif amène aussi le gouvernement à travailler sur une hausse des taxes sur les billets d'avion. Clément Beaune, le ministre des Transports, y est favorable, à condition que cette taxe soit différenciée en fonction des publics mais aussi des distances. Reste que, pour le secteur aérien, c'est un coup dur. Le secteur pharmaceutique voit aussi d'un très mauvais œil la piste d'une augmentation des franchises sur les médicaments. Pour l'instant, rien n'est tranché, mais le gouvernement cherche comment augmenter la participation du patient. Cela pourrait permettre à l'Etat de faire rentrer des millions d'euros dans les caisses. Reste que les associations de malades mais aussi les professionnels de santé promettent déjà d'engager le bras de fer avec la majorité.

L'IA VA-T-ELLE DÉTRUIRE PLUS D'EMPLOIS QU'EN CRÉER ?

## Pour l'Organisation internationale du travail, c'est l'inverse

Selon une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT) des Nations Unies, la plupart des emplois et des industries ne sont que partiellement exposés à l'automatisation. L'intelligence artificielle « permettra d'accompagner plutôt que de remplacer certaines activités ». Reste que de nombreux travailleurs craignent d'être emportés par cette lame de fond. C'est l'une des principales craintes que génère l'IA : est-elle une menace pour l'emploi ? Une nouvelle étude de l'Organisation internationale du travail (OIT) des Nations Unies sur ce sujet relativise les conséquences de la montée en puissance d'outils comme ChatGPT. Déjà, rassure l'OIT, la plupart des emplois et des industries ne sont que partiellement exposés à l'automatisation : l'intelligence artificielle « permettra d'accompagner plutôt que de remplacer certaines activités ». Mieux. Pour l'agence, « la première conséquence de cette nouvelle technologie ne se traduira probablement pas par la destruction d'emplois, mais plutôt par des changements potentiels dans la qualité des emplois, notamment l'intensité du travail et l'autonomie ». Le travail administratif dans les bureaux s'avère être la catégorie la plus exposée aux technologies d'intelligence artificielle avec près d'un quart des tâches considérées comme très exposées et plus de la moitié présentant un niveau d'exposition moyen. Parmi les cadres et les techniciens, seule une petite partie des tâches sera touchée par l'IA, tandis qu'environ un quart présente des niveaux d'exposition moyens, selon l'OIT. Le rapport indique que les pays à revenus élevés subiraient les effets les plus importants de l'automatisation en raison de la part importante notamment des emplois de bureau. Il révèle que 5,5% de l'emploi total dans les pays à revenus élevés sont potentiellement exposés aux effets d'automatisation de l'IA générative, pour seulement 0,4% de l'emploi dans les pays à faibles revenus. Dans le même temps, l'étude souligne que la part de l'emploi potentiellement affectée par l'automatisation est plus de deux fois plus élevée pour les femmes que pour les hommes, en raison de la surreprésentation des femmes dans le travail de bureau, en particulier dans les pays à revenus élevés et intermédiaires. L'étude constate par ailleurs que le nombre potentiel d'emplois créés par l'IA est pratiquement le même dans tous les pays. Cela suggère « qu'avec les bonnes politiques en place, cette nouvelle vague de transformation technologique pourrait offrir des avantages importants aux pays en développement ».

## ESSAI LONGUE DURÉE

## 4 000 km en Cupra Born

*C'est la toute première fois qu'une voiture électrique prend part à un grand road trip Caradisiac. Au programme, 4 000 km en 8 jours à travers la France et l'Espagne, l'un des pays les moins bien lotis d'Europe en matière de recharge rapide. Mission impossi*



Quand la rédaction de Caradisiac part en road trip, la tradition veut que chacune des voitures soit attribuée par tirage au sort à un des journa-

listes. Mais cette année, j'avais expressément demandé à disposer du seul modèle 100% électrique. Et bizarrement, ce souhait n'a pas soulevé la moindre objection

de la part de mes camarades.

De plus, ma monture dispose d'une batterie XL de 77 kWh qui lui permet de revendiquer une autonomie de 550 km. Ce chiffre correspond certes à des conditions d'usage optimales, et certainement pas à un road trip au rythme aussi intense que celui mitonné par Claude Barreau, rédacteur en chef de Caradisiac.

De Paris à Barcelone en passant notamment par...Barcelone (!), Valence, Seville ou Tolède: un périple de 4 000 km.

De Paris à Barcelone en passant notamment par...Barcelone (!), Valence, Seville ou Tolède: un périple de 4 000 km. Mais tout l'intérêt de ce genre de sujet est justement de jauger des qualités - et défauts, surtout - des machines qui nous sont allouées, dans des conditions pas toujours faciles qui nous permettent d'en extraire la substantifique moelle.

Performances, confort, aspects pratiques, efficacité, rapport prix/prestations... : les essais longue durée fournissent une mine de renseignements, et permettent de mettre en lumière certains aspects qui pourraient passer sous nos radars lors de prises en mains plus rapides telles que celles que nous pratiquons à longueur d'année.

## AC SCHNITZER ACS2 SPORT

## Une BMW M2 de 500 ch ?

Le préparateur allemand AC Schnitzer d'Aix-la-Chapelle (Aachen) travaille sur une version affûtée de la BMW M2. Une auto qui vient d'effectuer quelques essais à haute vitesse sur le célèbre circuit belge de Spa-Francorchamps. C'est à l'occasion d'un « Track Days » organisé pour ses clients que le préparateur allemand AC Schnitzer en a profité pour effectuer quelques essais avec son nouveau bolide basé sur une BMW M2. Celle-ci a reçu le nom d'AC Schnitzer ACS2 Sport et reçoit plusieurs modi-

fications d'ordre aérodynamiques comme la lame en bas du bouclier, un nouveau diffuseur arrière ou bien encore un bel aileron surplombant le couvercle de la malle de coffre. Les éléments aérodynamiques « AC Schnitzer » qui sont camouflés sur ce prototype vont renforcer le pouvoir d'attractivité de la BMW M2. Les éléments aérodynamiques « AC Schnitzer » qui sont camouflés sur ce prototype vont renforcer le pouvoir d'attractivité de la BMW M2. De petites dérives disposées de chaque côté du bouclier et derrière les ailes

avant indiquent que le préparateur soigne les détails de son modèle qui pourrait également bénéficier d'une cure de vitamines afin d'être capable d'approcher les 500 ch au lieu des 460 ch disponibles de série. Cette auto modifiée pourrait être présentée au prochain Salon de l'automobile d'Essen en Allemagne qui se déroule du 2 au 10 décembre. Un rendez-vous incontournable pour tous les passionnés de tuning automobile. Sous le capot on devrait retrouver le moteur six cylindres en ligne de 3 litres de cylin-

drée, mais doté d'un surcroît de puissance. Sous le capot on devrait retrouver le moteur six cylindres en ligne de 3 litres de cylindrée, mais doté d'un surcroît de puissance. Rappelons que la BMW M2 de série est déjà une voiture à la sportivité affirmée qui dispose d'un bloc six cylindres en ligne de 3 litres et 460 ch, des roues arrière motrices et un comportement routier exemplaire. À la fois confortable et capable de prouesses sur circuit, cette auto donne le sourire à son conducteur.

SKODA SUPERB 2024  
Elle se découvre

Bien camouflée, la berline Skoda Superb profite de la période estivale pour effectuer quelques essais sur le Nürburgring. Mais nos chasseurs de scoop ont découvert que la version break (Combi), à l'abri des regards, en montrait un peu plus. Une bonne occasion de savoir ce qui se cache sous l'épais camouflage.

Les chasseurs de scoop ont parfois de la chance. Sans se lasser de traquer les prototypes camouflés, ils peuvent quelquefois entrapercevoir ce qui est caché par les autocollants installés par les services d'essais des constructeurs. C'est ce qui s'est passé dernièrement au Nürburgring, quand les photographes ont découvert une version finale du break Skoda Superb. L'occasion de constater les différences au niveau de la face avant entre le modèle actuel et celui qui arrivera en concession au printemps 2024.

Grâce à notre photographe, on peut voir la Skoda Superb Combi de production et découvrir les modifications qui ont été opérées (calandre, projecteurs, bouclier...) sur la partie avant du véhicule. Grâce à notre photographe, on peut voir la Skoda Superb Combi de production et découvrir les modifications qui ont été opérées (calandre, projecteurs, bouclier...) sur la partie avant du véhicule. La Skoda Superb de 2024, nous avons eu l'occasion de la découvrir lors de l'essai d'un des prototypes de la version break équipé d'un moteur essence de 150 ch microhybridé 48 V. Nous avons pu constater la belle montée en gamme de la routière tchèque. En matière d'hybridation, outre ce moteur microhybridé 48 V, il y a toujours de l'hybride rechargeable, mais uniquement en break, avec une autonomie électrique améliorée puisqu'elle dépasse les 100 km. L'offre de motorisation est complète avec : 1.5 TSI MHEV 150 ch DSG7, 2.0 TSI 204 ch DSG7, 2.0 TSI 265 ch DSG7 4x4, 1.5 TSI iV PHEV 204 ch DSG6, 2.0 TDI 150 ch DSG7, 2.0 TDI 193 ch DSG7 4x4. Reste à attendre la présentation mondiale qui aura lieu en au mois de novembre 2023 pour connaître tout de cette auto et savoir quelles motorisations seront réservées à la France. La commercialisation quant à elle est prévue pour le printemps 2024.

## Les supercars électriques restent loin des thermiques sur la Nordschleife

Avec ses 1914 chevaux, la Rimac Nevera vient de battre le record chronométrique des voitures électriques sur le grand circuit du Nürburgring. Mais elle reste loin des meilleures supercars thermiques malgré sa puissance très supérieure. 7:05.298, voilà le temps canon que vient de signer la Rimac Nevera sur la Nordschleife (ou même 7:00:928 sur l'ancienne version du circuit légèrement plus courte qui servait précédemment de référence pour les records chronométriques). Grâce à ce temps, la supercar croate de la maison mère de Bugatti s'adjuge le record chronométrique des voitures électriques sur

le grand circuit du Nürburgring, détenu depuis le début de l'été par la grosse berline Tesla Model S Plaid et sa marque de 7:25.231. Mais si la supercar efface facilement (et logiquement) la référence de la lourde familiale américaine, elle reste loin des meilleures sportives thermiques sur ce juge de paix légendaire malgré la force herculéenne de ses 1914 chevaux et ses 2 360 Nm de couple (des valeurs très supérieures à celles des meilleures supercars à pétrole). Absolument imbattable en ligne droite avec des accélérations monstrueuses, elle reste à 30 secondes au tour de l'AMG One et de son V6 hybride ne développant « que » 1063 chevaux.

Sur la version « courte » du tracé, une « modeste » Porsche 911 GT3 RS de 525 chevaux roule déjà 16 secondes plus vite que la Rimac. Cette dernière y fait à peine mieux que le Cayman GT4 RS, chronométrée en 7 minutes et 4 secondes dans cette même configuration.

## Trop lourde ou trop chaude ?

Comme on peut le constater dans la vidéo du chrono de la Rimac, le pilote croate Martin Kodrić ne s'économise pas derrière le volant. Les mises en vitesse à chaque ligne droite sont vertigineuses, mais la voiture semble moins efficace que

ses rivales thermiques en virage malgré la présence de Michelin Pilot Sport Cup 2R très radicaux. Si le communiqué de Rimac précise que les conditions n'étaient pas idéales pour abaisser le chrono au maximum (« pendant l'un des jours les plus chauds de l'été »), la masse pachydermique de l'auto (2150 kg) ou la gestion ses batteries avec de telles contraintes jouent sans doute aussi. Remarquons par ailleurs que dans les chiffres de puissance et de couple instantanés visibles tout le long de la vidéo, les nombres affichés restent loin des valeurs maximales inscrites sur la fiche technique de l'auto.

PETIT MAIS PUISSANT

# Whisper Aero a conçu un mini-réacteur électrique

*Whisper Aero a conçu un moteur doté d'une soufflante électrique minuscule dont la poussée pourrait être suffisante pour pouvoir propulser des drones ou des mini-jets.*

Rendre les gigantesques turboréacteurs des avions de ligne silencieux et réduire leur bilan carbone à zéro, c'est l'ambition de l'industrie aéronautique. Lors du dernier salon du Bourget, les avionneurs et motoristes présentaient leurs avancées en la matière et quelques solutions d'avenir. De son côté, une jeune société américaine du nom de Whisper Aero va plus loin avec des propulseurs inédits et qui pourraient bien séduire. Le motoriste a réduit au minimum la taille de l'équivalent d'une soufflante de réacteur. Son moteur est parfaitement silencieux et électrique. Pour y parvenir, Whisper Aero a doté sa soufflante d'un nombre très élevé d'aubes. Celles-ci sont ac-



crochées de part et d'autre à un moyeux et à un carénage. En guise d'analogie, le motoriste explique qu'il s'agit de l'équivalent d'une roue de vélo avec ses

rayons. Avec ce système, il est possible d'atteindre un nombre considérable d'aubes et de les faire tourner à une vitesse très importante, car leur tension est

assurée par ce procédé. Visuellement, de face, la soufflante semble dénuée d'interstices et ressemble à un disque. En faisant tourner le carénage avec la soufflante, cela permet d'éliminer les fortes émissions sonores émises par le vortex à l'extrémité des aubes. C'est ce qu'il se produit sur les turboréacteurs classiques. Multiplier les pales avec un régime moteur très élevé permet également d'augmenter les fréquences audio pour qu'elles atteignent le niveau des ultrasons. À la fin, la turbine ne s'entend presque plus. Côté dimension, Whisper Aero produit deux tailles différentes de moteurs. L'un fait un peu plus de 15 centimètres de diamètre et l'autre de 25 centimètres.

## Cette bague va-t-elle remplacer votre souris pour contrôler votre ordinateur ?

Une startup allemande a créé une souris sans capteur optique qui se porte sur les doigts. Baptisée Clip Mouse, elle permet de reproduire tous les gestes d'une Magic Mouse d'Apple, et fonctionne avec tous les appareils compatibles avec une souris Bluetooth. Voici une souris qui sort de l'ordinaire. La Clip Mouse est une souris minimaliste sans fil, facile à transporter, en forme de U. Selon son constructeur, elle a été conçue pour remplacer la Magic Mouse d'Apple qui propose de nombreux gestes, mais elle fonctionne également sur PC. Il suffit de la placer autour de deux doigts, et elle détecte les



mouvements de la main et des doigts. La Clip Mouse est destinée

aussi bien aux gauchers qu'aux droitiers, et promet une autonomie de 50 heures. Elle se recharge via un port USB-C, placé de manière à ne pas gêner l'utilisation de la souris (contrairement à la Magic Mouse d'Apple, où le port est placé sous la souris). La souris détecte les mouvements de la main grâce à un gyroscope, et intègre une zone tactile située directement sous les doigts, afin de détecter les gestes, comme le clic, et leur force.

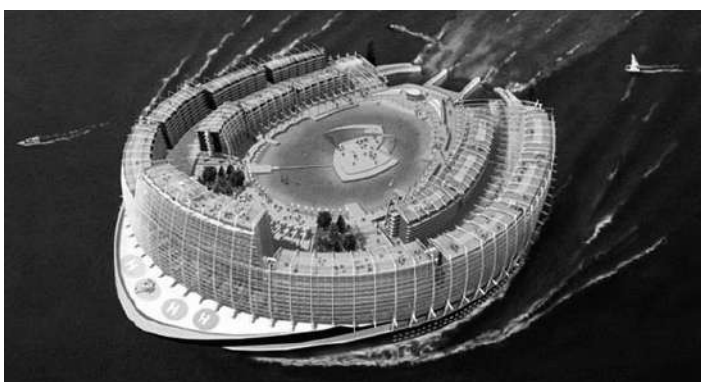
**Un financement via une campagne sur Kickstarter**

La souris fonctionne en Bluetooth

5.0 et est compatible avec Windows, macOS et Linux, ainsi que tout appareil mobile qui accepte les souris Bluetooth. Elle intègre un bouton, facilement accessible avec le pouce, qui permet de la désactiver afin d'écrire librement au clavier. En cas de problème, un appui de trois secondes repositionne le pointeur au milieu de l'écran. La Clip Mouse est uniquement disponible par le biais d'une campagne Kickstarter. Elle est proposée à 59 euros, avec une livraison prévue au mois d'octobre. Il sera possible de choisir la couleur de sa souris via un sondage une fois la campagne terminée.

## Découvrez le bateau de croisière du futur

L'ensemble du secteur des transports est concerné par la transition énergétique, et elle touche également le secteur maritime, notamment celui du tourisme comme en témoigne le croisiériste norvégien qui envisage de faire naviguer son futur bateau zéro émissions de carbone à l'horizon 2030. Le croisiériste norvégien Hurtigruten vient de dévoiler les premières images de son projet de navire électrique à zéro émission. Afin d'être le plus économe en énergie, il sera également doté de « voiles solaires ». L'objectif est de le mettre à l'eau d'ici 2030. D'une manière générale, Hurtigruten souhaite à l'avenir transformer durablement sa flotte et utiliser des navires plus petits et construits sur mesure, qui laissent une empreinte carbone neutre. Ce projet, baptisé « Sea



Zero », réunit un consortium de douze partenaires maritimes ainsi que l'institut de recherche Sintef. Il a comme objectif d'aboutir à des traversées sans la moindre émission de carbone dans l'air.

**Des voiles solaires rétractables**

Ces bateaux seront électriques et équipés de batteries qui se re-

chargeront au port. Mais leur plus grand défi sera leurs voiles rétractables composées d'un total de 1 500 m<sup>2</sup> de panneaux solaires, qui permettront de satisfaire de nombreux besoins à bord. Hurtigruten promet également des hélices contrarotatives et des propulseurs rétractables. Détail amusant, le niveau des batteries sera affiché sur les côtés extérieurs du navire.

Ce navire devrait mesurer 135 mètres de long et être doté de 270 cabines, le tout pouvant accueillir jusqu'à 500 voyageurs et 99 membres d'équipage. Sa forme aérodynamique réduira sa résistance à l'air et par conséquent sa consommation d'énergie. À noter que l'intelligence artificielle devrait, quant à elle, faciliter grandement les manœuvres. Cette IA collectera des données qui lui permettront d'apprendre les méthodes d'amarrage et de désamarrage les plus efficaces pour chaque port, ce qui améliorera ces manœuvres en cas de conditions météorologiques difficiles. Enfin, les passagers seront également sensibilisés, puisqu'ils auront la possibilité de contrôler la ventilation de leurs cabines via une application mobile et, ainsi, de mesurer leur propre consommation d'énergie.

## L'une des plus grandes installations mondiales d'impression 3D

Depuis l'idée d'un prototype, comment obtenir celui-ci en un temps record ? Telle est l'offre proposée par Weerg dont l'usine italienne abrite les principales technologies d'impression 3D.

L'impression 3D... A première vue, cela peut donner à rêver. Certains ont comparé l'impact de cette invention à celle de la machine à vapeur. Les progrès accomplis en une vingtaine d'années dans le secteur industriel ont été remarquables, avec notamment l'édification de plusieurs maisons. Même la NASA en est venue à intégrer cet outil dans sa panoplie d'exploration extraterrestre.

Qu'en est-il dans la pratique ? On installe une imprimante 3D dans un atelier, on conçoit le prototype d'un objet et c'est parti ? Hmm... Cela n'est vrai que dans le joli monde de la théorie. En réalité, ce n'est pas si simple car un grand nombre de situations doivent être prises en compte :

Il existe plusieurs technologies et il n'est pas toujours aisé de savoir quelle est la plus appropriée pour un projet donné. A chaque fois, le type d'imprimante 3D et le type de matériau sera différent.

Disposer d'imprimantes 3D reposant sur des technologies différentes peut aboutir à un coût relativement élevé. Le fichier issu d'un logiciel de modélisation 3D se doit d'être impeccable faute de quoi le résultat final peut laisser à désirer.

L'industrie a adopté l'impression 3D car elle ouvre la voie à la réalisation rapide de prototype à partir d'une image modélisée en 3D. © Weerg Réunir vaste gamme de services d'impression 3D en un même lieu Matteo Rigamonti, le fondateur de Weerg a lui-même été confronté à de telles problématiques et dès 2013, il a estimé que la solution consistait à mettre sur pied une vaste usine dédiée à l'impression 3D et couplée à un service en ligne. Le principe :

Les clients téléchargent leurs modèles 3D, Weerg produit les pièces imprimées en exploitant la technologie la plus adéquate, dans les délais les plus courts possibles. Les clients reçoivent en retour les pièces imprimées.

Weerg ouvre son premier site sur internet en 2015. L'entreprise a installé son usine à Scorzé près de Venise. Elle en est devenue le point d'opération de référence : elle s'étend sur pas moins de 6 000 mètres carrés.

Dédiée à l'impression 3D, l'usine de Weerg, près de la ville de Venise, s'étend sur six mille mètres carrés. Les délais de production sont ultra-courts et peuvent même descendre au-dessous de 24 heures.

**Multi-technologies**

Rigamonti a souhaité que Weerg puisse se distinguer comme un vaste arsenal de technologies d'impression 3D, notamment les suivantes. FDM est la technologie la plus répandue dans l'impression 3D. Elle consiste à superposer des couches successives de fil de matériau thermoplastique. Cette technologie est la plus ancienne du lot. Une résine liquide est solidifiée, couche après couche, par de lumière UV.

Mots croisés

|    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1  | 2  | 3  | 4  | 5  | 6  | 7  | 8  |    | 9  | 10 | 11 |    | 12 |
| 13 |    |    |    |    |    |    |    |    | 14 |    |    |    |    |
| 15 |    |    |    |    |    |    | 16 | 17 |    |    |    | 18 |    |
| 19 |    |    | 20 | 21 |    | 22 |    | 23 |    |    |    |    |    |
| 24 |    |    |    |    |    |    | 25 |    |    | 26 |    |    |    |
| 27 |    |    |    |    |    |    | 28 |    |    | 29 |    | 30 |    |
|    |    | 31 |    |    | 32 |    |    |    |    | 33 |    | 34 |    |
| 35 | 36 |    |    | 37 |    |    | 38 |    |    |    | 39 |    |    |
| 40 |    |    | 41 |    |    | 42 |    |    |    | 43 |    |    |    |
| 44 |    |    |    |    |    |    |    |    |    | 45 |    |    |    |

**Horizontalement**  
1. Pas conseillés.13. Ça, on peut le dire.14. Vaut zéro.15. D'une laideur incomparable.16. Ne s'achètent plus, mais on cherche toujours les bons.19. Devrait se peigner.23. Reproductrices.24. Classement en mémoire.26. Écossais.27. Reproductrice qui en connaît un rayon.28. Hindoustani.30. Vieille amie qui s'en est retournée.31. Guide ou suivait le guide.32. Passe par le milieu.34. Négation.35. Se trouvent dans certains vieux plats.37. Aime tous les genres.38. Cogneur d'un certain poids.40. Vient du croupion.43. Article.44. Apprend le métier en bas de l'échelle.45. Participe.

**Verticalement**  
1. Ressemble à la caverne des voleurs en moins cosсу.2. Rappelle un oeuf.3. Mange liquide.4. Gardé pour soi.5. Volait en barque.6. Y a d'la joie.7. Un tiers.8. Actualise.9. Nouvelle à la télé ou à la radio mais pas dans le journal.10. Une pleine ligne.11. Froissé.12. Font passer d'un niveau à l'autre.17. Petit écart.18. Fait rougir.20. Dispositif de réception.21. À changer.22. Territoire marin.25. Habiller pour passer inaperçu.29. Ne vole pas haut.32. Percant ou pointu.33. Premier Avion d'Ader.36. Harcela les anglais.37. Congé anglais.39. Prison de Pétain.41. Riche vallée.42. Carré romain.

|    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1  | 2  | 3  | 4  | 5  | 6  |    | 7  | 8  | 9  |    | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 |    |    |    |    |    |    | 15 |    |    | 16 |    |    |    |    |
| 17 |    |    |    |    |    | 18 |    |    | 19 |    |    |    |    |    |
| 20 |    |    |    |    | 21 |    |    | 22 |    |    | 23 |    |    |    |
| 24 |    |    |    | 25 |    |    |    | 26 |    |    | 27 |    |    |    |
| 28 |    |    |    | 29 |    |    | 30 |    |    | 31 |    | 32 |    |    |
|    |    | 33 | 34 |    |    |    |    |    |    | 35 |    |    | 36 |    |
| 37 | 38 |    |    |    |    | 39 |    |    |    |    | 40 |    |    |    |
| 41 |    |    |    | 42 | 43 |    |    |    |    | 44 |    |    |    | 45 |
|    | 46 |    | 47 |    |    |    | 48 |    | 49 |    |    |    |    |    |
| 50 |    |    |    |    |    | 51 |    |    | 52 |    |    |    |    |    |
| 53 |    |    | 54 |    |    |    |    | 55 |    |    |    | 56 |    | 57 |
| 58 |    | 59 |    |    |    | 60 | 61 |    |    |    | 62 |    |    |    |
| 63 |    |    |    |    | 64 |    |    |    |    | 65 |    |    | 66 |    |
| 67 |    |    |    |    | 68 |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

**Horizontalement**  
1. Couverture de rame.10. Fraction de volume.14. Roi des Wisigoths.15. Fourrures de ratel.17. Ver rond microscopique.19. Homme aux commandes.20. Marguerite Duras y a sans doute pris un bain de pied.21. Loulou qui n'a pas encore de longs poils.23. Plein d'entrain.24. Fermeture d'un conduit de l'organisme.26. Eau salée.28. Il ne voit pas toujours le bout du tunnel.29. Minerai composé de peroxyde de fer.31. On le caresse parfois.33. La magouille elle connaît.36. Élément de bassin.37. Satiriste de la période élisabéthaine.39. Ville du nord de l'Ontario.41. Fut au courant.42. Entretiendra une relation (se).44. Village du Valais.46. Sédiments utilisés en Bretagne comme engrais.48. Couche calcaire de la coquille des mollusques.50. Se montraient prétentieux.52. Très faciles.53. Date anniversaire.54. Suffixe servant à former des gentilés.55. Groupe qui chante 'Ameno'.56. Céréale originaire d'Éthiopie.58. Qui manque d'enthousiasme.60. Sort du trou.63. Pelotes à épingles.65. Mise au courant.67. Ange ailé.68. Il aide à l'extraction du sirop d'érable.

**Verticalement**  
1. Personnages importants et influents.2. Très réactif.3. Mafieux de la capitale du Sud.4. Fait des calculs.5. Couche au sol.6. Capitaine de manoeuvre d'un bateau.7. Ville qui abrite le musée du bonbon.8. Derrière arrive le taf.9. Cherchent la petite bête.10. Consommateur de pruneaux.11. Sorte de catapulte romaine.12. Prénom féminin.13. Pâturages de haute montagne.16. Peintre de Bologne.18. Assemblée territoriale de la noblesse polonaise.22. Trompas.25. Mets sur orbite.27. Lépidoptères du genre moirés piémontais.30. Peuple austronésien des Philippines.32. Femme de moeurs douteuses.34. Symbole de l'élément n° 113.35. Qui contient un médicament employé contre le venin.38. Ministre des armées.40. Lieu réservé aux pratiquants d'exercices spirituels.43. Nom d'épouses de pharaons.45. Symbole d'une unité de moment de force.47. Pétrifiés.49. Capitale mythique de l'Irlande.50. Nom associé à l'histoire du cinéma.51. Il prit Agrippine en grippe.55. Chanteuse et actrice française.57. A l'allure d'un paon.59. Genre d'araignées.61. Le numérique à l'école.62. Déesse des morts de la mythologie nordique.64. Personnel.66. Ville prisee de Louis-Philippe.

Forum économique mondial à Davos

Le Forum économique mondial (WEF) aura lieu à Davos, en Suisse, du 22 au 25 septembre. Cet événement rassemble des leaders économiques, politiques et sociaux pour discuter des défis mondiaux et des opportunités d'avenir. Le rapport peut inclure des informations sur les risques liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire, à la santé, à la technologie, à la politique et à d'autres domaines. Le rapport peut également inclure des recommandations pour les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile pour gérer ces risques et promouvoir une croissance économique durable.

Les Enjeux  
Quotidien national de l'économie  
Eco

Mercredi 23 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur libanais

Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane a reçu, mardi, au Palais du Gouvernement, Mohamed Hassan, ambassadeur de la République libanaise en Algérie. Selon le communiqué des services du Premier ministre, les entretiens ont été l'occasion de discuter de la réalité et des perspectives des relations bilatérales. Soulignant la volonté commune des deux parties de le renforcer, notamment en diversifiant les domaines de partenariat entre les deux pays et en activant les mécanismes de coopération bilatérale. Pour rappel, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, s'était entretenu, en juillet dernier à Rome, avec le président du Conseil des ministres libanais, Najib Mikati. Les deux parties ayant affirmé leur volonté commune de redynamiser les mécanismes de coopération bilatérale. L'entretien a eu lieu en marge de la participation de Benabderrahmane, en tant que représentant du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la Conférence internationale sur le Développement et la Migration. Les deux parties avaient, également, affirmé leur volonté commune d'œuvrer de concert à redynamiser les mécanismes de coopération et à promouvoir les échanges économiques entre les deux pays.

À DUBAÏ

Le trafic aérien dépasse les niveaux d'avant la pandémie

L'aéroport principal du pays a enregistré une hausse de 50% sur le premier semestre par rapport à la même période en 2022. Le trafic à l'aéroport de Dubaï a augmenté de 50% au premier semestre de l'année, dépassant les niveaux d'avant la pandémie de Covid-19, a annoncé mardi l'exploitant de cet aéroport des Émirats arabes unis. L'aéroport international du riche émirat du Golfe est l'un des plus importants au monde en termes de passagers, accueillant touristes, milieux d'affaires et voyageurs en transit. De janvier à juin, il a accueilli 41,6 millions de voyageurs, contre 27,9 millions sur la même période de l'année dernière. Le trafic au premier semestre a dépassé le niveau d'avant la pandémie, s'est félicité le PDG des aéroports de Dubaï, Paul Griffiths. Les autorités ont revu leurs prévisions à la hausse pour l'ensemble de l'année à 85 millions de passagers, contre un peu plus de 66 millions en 2022, et 86 millions en 2019. «Dubaï Airports est optimiste quant aux niveaux de la demande et s'attend à des nombres records durant la saison hivernale», a déclaré la société dans un communiqué. L'aéroport de Dubaï a fermé ses portes au plus fort de la pandémie, de mars à juillet 2020, mais il a été l'un des premiers à rouvrir. Il a accueilli 25,9 millions de passagers en 2020 et 29,1 millions l'année suivante.

LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ALGÉRO-IRANIENNES

Un des objectifs de la visite de Boughali en Iran

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a indiqué à Téhéran que sa visite en Iran visait notamment à contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays, indique mardi un communiqué de l'APN. S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de l'Assemblée consultative iranienne, M. Mohammad Bagher Ghalibaf, M. Boughali a précisé que le développement des relations économiques entre les deux pays était l'un des objectifs de sa visite en Iran, estimant que la loi algérienne sur l'investissement "facilitera les efforts déployés en ce sens sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", précise le communiqué. Le président de l'APN a souhaité que "les nombreuses visites et les rencontres mutuelles à tous les niveaux contribuent au renforcement de la coopération bilatérale". M. Boughali a en outre appelé à "renforcer la coopération et la coordination, notamment dans le cadre de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI),



pour empêcher tout acte attentatoire aux musulmans", réaffirmant "l'impératif respect de toutes les religions". Le président de l'Assemblée consultative iranienne a évoqué, pour sa part, "les principaux points abordés lors des entretiens, dont le renforcement des relations bilatérales", se félicitant de la présence de son homologue algérien et de la délégation l'accompagnant. Le responsable iranien a insisté sur "l'importance de l'activation de la commission

économique mixte entre les deux pays", soulignant "la volonté de développer les relations économiques bilatérales, notamment à travers la consolidation des relations parlementaires et l'activation du rôle des deux groupes parlementaires d'amitié", conclut le communiqué. Il est à noter que le président de l'APN a été reçu par le Président iranien, M. Ibrahim Raïssi. Les deux parties ont souligné les liens d'amitié et de fraternité liant les deux pays et l'importance

de la coopération, entre les deux pays. Le président iranien, a exprimé, à l'occasion, son souhait de voir les deux pays prendre des mesures économiques concrètes de nature à hisser ces dernières au niveau des relations politiques liant les deux pays. M. Raïssi a également souligné l'importance de la tenue réunion de la commission économique mixte irano-algérien dans les meilleurs délais.

R E.

UNIVERSITÉ D'ALGER I

Une journée ouverte sur "le voyage des enfants dans le monde de l'IA et de la robotique"

L'incubateur de l'université d'Alger I "Benyoucef-Benkhedda" a organisé, mardi, une journée ouverte intitulée: "Le voyage des enfants dans le monde de l'intelligence artificielle et de la robotique", au cours de laquelle plusieurs projets dans le domaine de l'IA réalisés par des enfants créatifs, ont été présentés. Dans une allocution à cette occasion, le vice-recteur de l'université d'Alger I, Omrane Touati, a indiqué que la maison nationale de l'intelligence artificielle "accueille aujourd'hui nombre d'enfants créatifs pour présenter leurs projets intelligents, en reconnaissance du rôle de l'intelligence artificielle dans la création d'une révolution technologique dans tous les domaines et secteurs". De son côté, le président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (FOREM), Mustapha Khiati, a relevé l'importance de l'intelligence artificielle dans le domaine du développement, citant à titre d'exemple les start-ups ayant

réalisé, a-t-il dit, "un grand progrès" grâce à l'utilisation de cette nouvelle technologie. Il a, en outre, souligné que l'intelligence artificielle ouvre de "grandes opportunités pour le développement dans tous les aspects de la vie, à condition d'être accompagnée d'une large opération de numérisation" qui reste, dira-t-il, "une condition essentielle pour faciliter l'accès au monde de l'intelligence artificielle". Pour sa part, la directrice de l'incubateur de l'Université d'Alger I, Kaouter El-Kour, a souligné la nécessité d'assurer un encadrement continu par des experts au profit des enfants en matière d'utilisation des technologies de l'intelligence artificielle, afin de "développer leurs capacités et leurs compétences de manière sécurisée". L'étudiant Othman Bou Djellab, porteur d'un projet dans le domaine de l'intelligence artificielle, a exposé son expérience qui lui a permis d'intégrer l'intelligence artificielle aux programmes scolaires de sa fille, âgée de huit ans, et ce

à travers des exercices interactifs et des jeux éducatifs. Il a fait savoir que les résultats étaient "fabuleux", et que sa fille qui avait "un niveau moyen" a atteint "un très haut niveau" et a réussi avec mention "Excellent". Il a ajouté qu'il avait reconduit la même expérience avec son fils cadet et il est arrivé au même résultat, affirmant que l'intégration de l'intelligence artificielle dans les programmes scolaires "renforce sans aucun doute la créativité et la réflexion chez les enfants et les jeunes". Lors de cette journée ouverte, des expériences d'enfants créateurs, âgées de 6 à 14 ans, ont été exposées, parmi lesquelles "la maison intelligente" qui dispose d'un système anti-séismique et une couverture automatique qui s'active quand il pleut, ainsi qu'un "Robot" téléguidé, capable de porter des équipements lourds et aider dans les opérations de la soudure et de la peinture, en plus d'une corbeille intelligente qui s'ouvre automatiquement.